

EASE RETAIN
GINAL ORDER

[CONFIDENTIAL]
RH/WG APR 2009

UN ARCHIVES

SERIES S-1170

BOX 59

FILE 3

ACC. 1998/078

**REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION
B.P. 179 KIGALI**

COPY

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise présente ses compliments à la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda à Kigali et a l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement Rwandais invite Monsieur Roger Degni SEGUI, Rapporteur de la Commission Onusienne des Droits de l'Homme au Rwanda aux cérémonies commémoratives du génocide et des massacres d'avril-juillet 1994. Ces cérémonies auront lieu à Kigali, Capitale de la République Rwandaise, en date du 7 avril 1995; date à laquelle auront lieu les obsèques du Premier Ministre Agathe UWILINGIYIMANA et d'autres personnalités qui ont été victimes du génocide et des massacres.

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise prie la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda à Kigali de transmettre cette invitation à l'intéressé et saisit cette opportunité pour lui renouveler l'assurance de sa haute considération.

Kigali, le **29** MAR 1995.

**MISSION DES NATIONS UNIES
POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
KIGALI**



**REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION
B.P. 179 KIGALI**

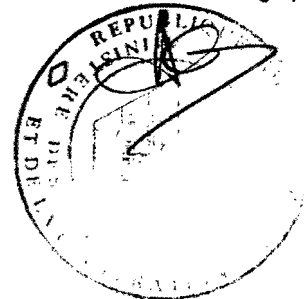
COPY

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise présente ses compliments à la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda à Kigali et a l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement Rwandais invite Monsieur Richard GOLDSTONE, Procureur Général de la Cour Internationale aux cérémonies commémoratives du génocide et des massacres d'avril-juillet 1994. Ces cérémonies auront lieu à Kigali, Capitale de la République Rwandaise, en date du 7 avril 1995; date à laquelle auront lieu les obsèques du Premier Ministre Agathe UWILINGIYIMANA et d'autres personnalités qui ont été victimes du génocide et des massacres.

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise prie la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda à Kigali de transmettre cette invitation à l'intéressé et saisit cette opportunité pour lui renouveler l'assurance de sa haute considération.

Kigali, le 23 MAR 1995

**MISSION DES NATIONS UNIES
POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
KIGALI**



ROUTING SLIP

TO. *SRSG -*

APPROVAL		MORE DETAILS
REPLY, PLEASE	<input checked="" type="checkbox"/>	YOUR INFORMATION
SEE ME PLEASE		RETURNED AS REQUESTED
YOUR SIGNATURE		INVESTIGATE AND REPORT
NOTE AND FILE		FOR ACTION
NOTE AND RETURN		REPLY FOR MY SIGNATURE
YOUR COMMENTS		INITIAL AND FORWARD
PLEASE DESPATCH		PLEASE RETURN
PLEASE POUCH		SENT AS REQUESTED

AS REQUESTED:

- La cérémonie sera lieu au lemont
- Carte d'invitation + *REBERC*
- programme seront envoyés par tard,

GAO
31-3

DATE	FROM
<i>20/8/90</i>	<i>B DESSARD</i>

**REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION
B.P. 179 KIGALI**

103-03/PROTETAT

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise présente ses compliments aux Missions Diplomatiques et Consulaires accréditées à Kigali, aux Organisations Internationales et Régionales ainsi qu'aux Organisations Non-Gouvernementales oeuvrant au Rwanda et a l'honneur de porter à leur connaissance que le Gouvernement Rwandais les invite aux cérémonies commémoratives du génocide et des massacres d'avril-juillet 1994. Ces cérémonies auront lieu à Kigali, Capitale de la République Rwandaise, en date du 7 avril 1995; date à laquelle auront lieu les obsèques du Premier Ministre Agathe UWILINGIYIMANA et d'autres personnalités qui ont été victimes du génocide et des massacres.

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise saisit cette occasion pour renouveler aux Missions Diplomatiques et Consulaires, aux Organisations Internationales et Régionales ainsi qu'aux Organisations Non-Gouvernementales oeuvrant au Rwanda l'assurance de sa haute considération.

Kigali, le **28** MAR 1995

- MISSIONS DIPLOMATIQUES
ET CONSULAIRES (TOUTES)
- ORGANISATIONS INTERNATIONALES
ET REGIONALES (TOUTES)
- ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES
(TOUTES)

KIGALI



*yes. where?
8*

t

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION
B.P. 179 KIGALI

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise présente ses compliments à la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda à Kigali et a l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement Rwandais invite Ambassador Paul KEATING, Permanent Representative of New Zealand aux cérémonies commémoratives du génocide et des massacres d'avril-juillet 1994. Ces cérémonies auront lieu à Kigali, Capitale de la République Rwandaise, en date du 7 avril 1995; date à laquelle auront lieu les obsèques du Premier Ministre Agathe UWILINGIYIMANA et d'autres personnalités qui ont été victimes du génocide et des massacres.

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise prie la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda à Kigali de transmettre cette invitation à l'intéressé et saisit cette opportunité pour lui renouveler l'assurance de sa haute considération.

Kigali, le **27 MAR 1995**

MISSION DES NATIONS UNIES
POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
KIGALI



S R S G -
N° 0277/03-03/PROT

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION
B.P. 179 KIGALI

COPY

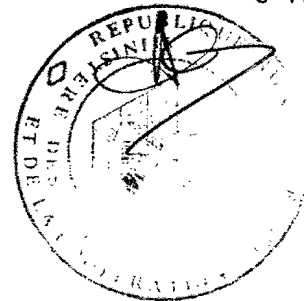
*Pl. convey immediately
to invitees
ED 29.3
CP*

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise présente ses compliments à la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda à Kigali et a l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement Rwandais invite Monsieur Richard GOLDSTONE, Procureur Général de la Cour Internationale aux cérémonies commémoratives du génocide et des massacres d'avril-juillet 1994. Ces cérémonies auront lieu à Kigali, Capitale de la République Rwandaise, en date du 7 avril 1995; date à laquelle auront lieu les obsèques du Premier Ministre Agathe UWILINGIYIMANA et d'autres personnalités qui ont été victimes du génocide et des massacres.

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise prie la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda à Kigali de transmettre cette invitation à l'intéressé et saisit cette opportunité pour lui renouveler l'assurance de sa haute considération.

Kigali, le 23 MAR 1995

MISSION DES NATIONS UNIES
POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
KIGALI



*CP
for immediate
action PL
HMK
29/3*

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DE LA COOPÉRATION
B.P. 179 KIGALI

SRSG
for information only
N° 0367/03.03/PROT

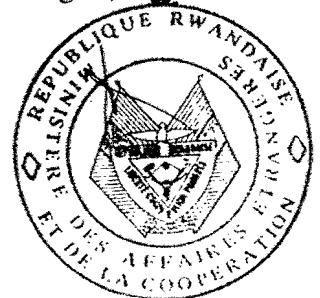
COPY

Le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération de la République Rwandaise présente ses compliments à la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda à Kigali et a l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement Rwandais invite Monsieur Roger Degni SEGUI, Rapporteur de la Commission Onusienne des Droits de l'Homme au Rwanda aux cérémonies commémoratives du génocide et des massacres d'avril-juillet 1994. Ces cérémonies auront lieu à Kigali, Capitale de la République Rwandaise, en date du 7 avril 1995; date à laquelle auront lieu les obsèques du Premier Ministre Agathe UWILINGIYIMANA et d'autres personnalités qui ont été victimes du génocide et des massacres.

Le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération de la République Rwandaise prie la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda à Kigali de transmettre cette invitation à l'intéressé et saisit cette opportunité pour lui renouveler l'assurance de sa haute considération.

Kigali, le 29 MAR 1995.

MISSION DES NATIONS UNIES
POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
KIGALI



REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION
B.P. 179 KIGALI

COPY

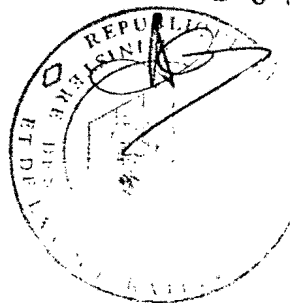
*Pl. conveyed immediately
to Mr. [unclear] ED 29.3
CP (1) Already done 29/3/95*

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise présente ses compliments à la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda à Kigali et a l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement Rwandais invite Monsieur Richard GOLDSTONE, Procureur Général de la Cour Internationale aux cérémonies commémoratives du génocide et des massacres d'avril-juillet 1994. Ces cérémonies auront lieu à Kigali, Capitale de la République Rwandaise, en date du 7 avril 1995; date à laquelle auront lieu les obsèques du Premier Ministre Agathe UWILINGIYIMANA et d'autres personnalités qui ont été victimes du génocide et des massacres.

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise prie la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda à Kigali de transmettre cette invitation à l'intéressé et saisit cette opportunité pour lui renouveler l'assurance de sa haute considération.

Kigali, le 23 MAR 1995

MISSION DES NATIONS UNIES
POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
KIGALI



REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DE LA COOPÉRATION
B.P. 179 KIGALI

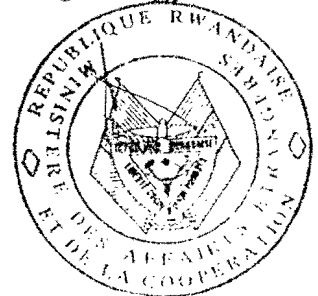
SRSG
for information only
N° 0367/03.03/PROT

Le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération de la République Rwandaise présente ses compliments à la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda à Kigali et a l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement Rwandais invite Monsieur Roger Degni SEGUI, Rapporteur de la Commission Onusienne des Droits de l'Homme au Rwanda aux cérémonies commémoratives du génocide et des massacres d'avril-juillet 1994. Ces cérémonies auront lieu à Kigali, Capitale de la République Rwandaise, en date du 7 avril 1995; date à laquelle auront lieu les obsèques du Premier Ministre Agathe UWILINGIYIMANA et d'autres personnalités qui ont été victimes du génocide et des massacres.

Le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération de la République Rwandaise prie la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda à Kigali de transmettre cette invitation à l'intéressé et saisit cette opportunité pour lui renouveler l'assurance de sa haute considération.

MISSION DES NATIONS UNIES
POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
KIGALI

Kigali, le 29 MAR 1995



Th. Dessana

The SRSG referred it
to Col. Djanca. This
should come to you
for necessary action.

1/2 Amale
OSRSG -
20 2 95

Raï bème au protocole
après la date du voyage

trimmer

ACCUSE DE RECEPTION

DE ALB: 001487 RISTE 4442.4171 CFB TIRCAD 0111 001

RECEIVED	ALB	CODE	DUREE	PAGE
001487 0111	001487	001487	001487	#1
001487 0111	001487	001487	001487	001487

B.P. 179 KIGALI

Kigali, le ... 16 MAR 1995 ...
N° 0233/03.02.7/AP/EA

URGENT

Objet :

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise saisit cette occasion pour renouveler à la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda l'assurance de sa très haute considération.

Kigali, le 15 Mars 1995

MISSION DES NATIONS UNIES
POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
KIGALI



16/3/95
 16/3/95
 16/3/95

OK from la Fin Transco
Tribune "Novembre"
Muller

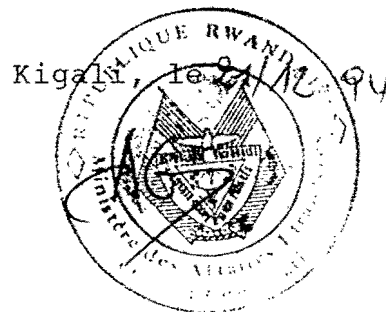


Commandant de la MINUAR
KIGALI

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise présente ses compliments à la MINUAR et sollicite une place à bord du vol MINUAR d'aujourd'hui en faveur du nommé KALURETWA Achille.

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise remercie d'ores et déjà la MINUAR de sa compréhension et de sa collaboration et saisit cette occasion pour renouveler à la MINUAR les assurances de sa haute considération.

MISSION DES NATIONS UNIES
POUR ASSISTANCE AU RWANDA
KIGALI



Sul.
22/12

CP.

attention: SRSB.

1) Cette demande est incomplète par que:

- la qualité de l'intéressé n'est pas mentionnée
- la raison de son déplacement: mission officielle?
- la date de voyage, et le n° de passeport

2) En outre toute demande concernant les fonctionnaires de l'Etat doit être approuvée au préalable par le Ministère des Transports conformément à la correspondance adressée à l'administration de la MINUAR en date du 30/11/94.

CP.
22-12-94

REPUBLIQUE RWANDAISE



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
B.P. 160 Kigali

Kigali, le 17 JAN. 1995
N° 83/06-01

Ric. d. 8/1/95

Copi: vic Adm.

Pls advise fr the
3 vehicles = 1 affect
- 1 Min. Just.
- 1 Min. Justice

Réf. N° :

Monsieur le Représentant Spécial du
Secrétaire Général des Nations- Unies
au RWANDA,

Annexe :

Objet :

Monsieur le Représentant Spécial,

Je vous ai déjà fait une lettre dans le cadre
d'appuyer le Ministère de la Justice en logistique et en matériel.

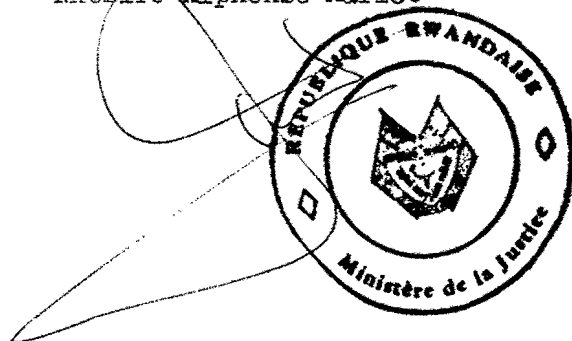
Maintenant il se fait que vos services viennent
de découvrir que le véhicule qui me conduit en tant que Ministre est recherché.

Voudriez-vous m'avancer un pour récupérer celui
recherché, vu que je n'en ai pas d'autre?

Franche collaboration.

Le Ministre de la Justice

NKUBITO Alphonse Marie.





MINISTERE DE LA JUSTICE
B.P. 160 Kigali

Kigali, le 17 JAN. 1995
N° 78/06-07

Réf. N° :

Annexe :

Objet : Demande d'aide
financière.

Monsieur le Chef de Mission des
Nations Unies pour l'Assistance au
RWANDA - KIGALI.

Monsieur le Chef de Mission,

Référence faite à notre entretien
dans mon bureau, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir
intervenir auprès de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance
au Rwanda pour obtenir en faveur du Ministère de la Justice une aide
financière qui lui permettra de payer les salaires des magistrats et
des inspecteurs de Police Judiciaire à recruter.

En effet, Monsieur le Chef de Mission
le Ministère de la Justice doit relancer les activités des services
judiciaires qui ont été arrêtées suite à la guerre que le Rwanda vient
de connaître. A ce titre, il faudra recruter 43 magistrats de la Cour
Suprême avec cinq sections (Cour de Cassation, Conseil d'Etat,
Cour Constitutionnelle, Cour des Comptes et le Département des Cours et
Tribunaux) et son Parquet Général, 50 magistrats des quatre Cours
d'Appel et de leurs quatre Parquets Généraux, 324 magistrats des
Tribunaux de Première Instance et des Parquets de la République y
attachés, 425 magistrats des Tribunaux de Canton et 213 inspecteurs de
Police Judiciaire devant oeuvrer aux côtés des Officiers du Ministère
Public.

J'annexe à la présente une note
explicative.

Aussi et puisque plusieurs suspects
ont été appréhendés sans dossiers et sans respecter les procédures,
nous avons institué une commission pour trier ces gens afin de libérer
les innocents et déférer devant la Justice les présumés coupables.

.../...

Nous sollicitons donc de votre bienveillance l'appui matériel et logistique de la civilpol à cette opération que nous estimons très urgente vu la capacité d'accueil de nos établissements pénitentiaires.

Avec l'espoir que cette demande trouvera une suite qu'elle mérite, je vous saurais infiniment gré, Monsieur le Chef de Mission, de bien accepter l'expression de ma profonde gratitude.

NIUBITO Alphonse Marie,
Ministre de la Justice.



Copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur le
Président de la République
KIGALI.
- Son Excellence Monsieur le
Premier Ministre
KIGALI.
- Monsieur le Ministre de l'Intérieur
Etrangères et de la Coopération
KIGALI.
- Monsieur le Ministre de la Défense
KIGALI.

DEMANDE D'APPUI AU MINISTÈRE EN MATIÈRE DES SALAIRES
DU PERSONNEL JUDICIAIRES

Afin de refaire fonctionner l'appareil judiciaire au RWANDA, une aide financière pour l'achat du matériel et le paiement des salaires du personnel à recruter s'avère nécessaire et urgente. Conformément à la loi fondamentale, il faut installer la Cour Suprême et ses différents services. Concernant le matériel, un autre document détaillant les besoins a été préparé. Quant au personnel, nous comptons actuellement 7 magistrats seulement de la Cour de Cassation, du Conseil d'Etat et de la Cour des Comptes. Avec la création de la Cour Suprême et ses cinq sections à savoir: La Cour Constitutionnelle, La Cour de Cassation, le Conseil d'Etat, la Cour des Comptes et le département des cours et tribunaux, les magistrats ne seront pas en dessous de 44.

Au 31 mars 1994, les cours, tribunaux et parquets du pays, la situation du personnel (magistrats) montrait qu'il y avait 785 magistrats tandis qu'actuellement, nous n'avons que 114. Le nombre d'inspecteurs de police judiciaire pour tous les 5 parquets (parquet général près la Cour de Cassation et 4 parquets généraux des cours d'appel (KIGALI, UYARISINDU, CYANGUGU, RUHENGURI), et les 12 parquets de la République (KIGALI, RUSHASHYI, NYAMATA, GITARAMA, BUTARE, GIKONGORO, CYANGUGU, KINYINYI, GISTUYI, RUHENGURI, BYUMBA, KIRURUGO) s'élevait à 235 au 15 octobre 1994, il s'est présenté uniquement 22 IPJ. Nous nous proposons de recruter 343 IPJ, un IPJ par commune (145) et 16 par parquet de la République. Ce nombre permettrait au système de la Police de refonctionner. Ceci est impérieux pour pouvoir restaurer la sécurité des biens et des personnes. De même, il faudrait recruter 369 greffiers, 126 secrétaires, 276 dactylographes et 413 plantons et veilleurs (pour tous les services judiciaires). Globalement, le paiement des salaires mensuels de ce personnel se chiffre à 48.453.511 Frs. soit 358.000\$.

Le Ministre de la Justice,
MURUBITO Alphonse Ndirakobuca.



MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION

REPUBLIQUE GABONAISE
UNION-TRAVAIL-JUSTICE

CABINET DU MINISTRE

No 0113/MAEC/CAB/CD

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération présente ses compliments à la Mission Permanente du Programme des Nations Unies pour le Développement et se référant à sa Note No 00110/MAEC/CAB/CD en date du 8 septembre 1994, a l'honneur de lui communiquer ci-après la liste complète de la délégation chargée de remettre à la MINUAR la première partie de la contribution gabonaise à l'assistance humanitaire au peuple rwandais.

- Monsieur Lazare DIGOMBE, Ministre des Arts, de la Culture, de l'Education Populaire, chargé des Droits de l'Homme, Chef de délégation.
- Monsieur Jean-Félix ADANDE, Ambassadeur du Gabon, Conseiller Spécial du Président de la République, Représentant le Ministre des Affaires Etrangères.
- Monsieur EHOUMBA, Conseiller du Président de la République pour les Affaires Africaines et Internationales.
- Monsieur Jean-Marie MAGUENA, Ambassadeur, Directeur Afrique au Ministère des Affaires Etrangères.
- Monsieur Ernest NDASSIKOULA, Ambassadeur, Directeur de la Presse et de l'Information au Ministère des Affaires Etrangères.
- Monsieur Claude MOUSSAVOU, Conseiller Technique du Ministre des Affaires Sociales.
- Madame Rose ONDO, Conseiller du Ministre chargé des Droits de l'Homme.
- Monsieur Aimé SACKYSS, Chargé de Mission à la Primature.
- Commandant Major MBA-NDONG André, Directeur de l'Emploi et de l'Organisation au Ministère de la Défense Nationale.

.../...

MISSION PERMANENTE DU PROGRAMME
DES NATIONS UNIES POUR LE
DEVELOPPEMENT
LIBREVILLE

- Maréchal de Logis Alain MANDOH, Aide de Camp du Ministre chargé des Droits de l'Homme

La Presse Nationale et Internationale sera représentée par les Reporters suivants :

- Madame Brigitte ANGUILE, Journaliste, RTG 1
- Monsieur Jean-de-Dieu NDOUNGOU, Cameraman, RTG 1
- Monsieur Lazo HABOURNEUR, Journaliste, RTG 1
- Monsieur Irénée AVOUMA, Journaliste, RTG 2
- Monsieur OBAME-NANG, Journaliste, RTG 1
- Madame Annick BOUMA, Journaliste, L'UNION
- Monsieur METOCKO-BAMBA, Journaliste, AGP
- Monsieur Eugène ELLANG-MBA, Journaliste, AFRICA No1
- Monsieur Laurent CHEVALIER, Journaliste, AFP

La Société Civile, quant à elle, sera représentée par :

- Monsieur Marius SOCKAT,
- Mlle Zoé AMBOUROUET.

Enfin, en sa qualité de Facilitateur, et conformément à sa Note No 665 du 8 septembre 1994, la Mission Permanente sera représentée par Madame Edith GASANA, Représentant Résident Adjoint.

Le Ministère serait reconnaissant à la Mission Permanente d'avoir l'obligeance de transmettre ladite liste au Secrétariat Exécutif de la MINUAR et lui présenter tous ses regrets de devoir différer une fois de plus, le déplacement à une date qui lui sera communiquée dès que possible.

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération remercie la Mission Permanente du Programme des Nations pour le Développement de sa diligente entremise et saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération.
Libreville, le 14 septembre 1994.



UNITED NATIONS

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

NATIONS UNIES

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

3 janvier 1995

Monsieur le Directeur,

Je voudrais par la présente porter à votre connaissance que le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, l'Ambassadeur Khan, aimerait avoir une audience avec chacune des personnalités ci-après et ce, à partir du 7 janvier 1995, à un moment de leur convenance.


- S.E.M. Pasteur Bizimungu, Président de la République
- S.E. Général-Major Paul Kagame, Vice-Président de la République et Ministre de la Défense Nationale, et
- S.E.M. Faustin Twagiramungu, Premier Ministre.

Je vous saurais gré de bien vouloir me communiquer en temps opportun, pour l'attention du Représentant Spécial, la disponibilité des Autorités citées plus haut pour les rencontres requises.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression des mes sentiments distingués.

M. Gédéon Rudahunga
Directeur, Protocole d'Etat
Ministère des Affaires Etrangères
Kigali

BEADENGAR DESSANDE



cc: Chef du Bureau, RPA/LO, # 1004 ext. 11136



Ministère de la Réhabilitation
et de l'Intégration Sociale
B.P. 2034 KIGALI

Le
N°

M I N U A R

N/Réf.: 22/94/Dm/a.k/234

à KIGALI.-

V/Réf.:

Objet

Messieurs,

Je vous saurais gré de bien vouloir transporter à Nairobi les personnes suivantes :

- Mlle KANIMBA Donatille
- Mr. NDAHIRO James

fonctionnaires du Ministère de la Réhabilitation et de l'Intégration Sociale en mission de service au Kenya.

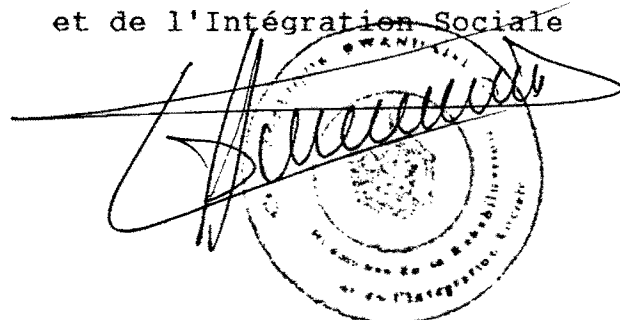
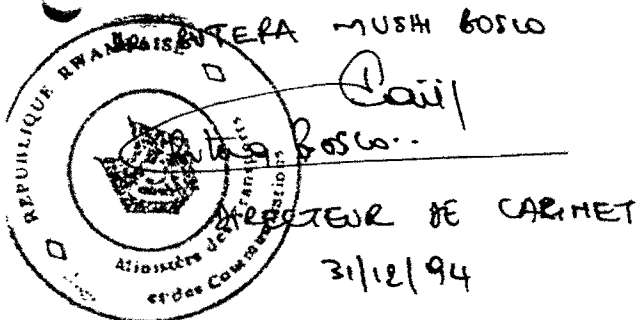
Date de départ prévue : Mardi 03/01/1995.

Fait à Kigali, le 30/12/1994

VU ET APPROUVÉ,

Dr. Jacques BIHOZAGARA

Ministre de la Réhabilitation
et de l'Intégration Sociale



Il est entendu que cette organisation
prendra en charge tous les
frais de remboursement du
passager à bord de l'avion de L'
Union au sein de la
nation une. montant sera fixé par les



MINISTRE DE LA JUSTICE

B.P. 160 Kigali

Kigali, le 27 DEC. 1994 ✓

N° 547/06-07

①

Ref. N°:

Annexe :

Objet :

Monsieur le Chef de Mission des Nations Unies
pour l'Assistance au Rwanda
KIGALI.

Monsieur le Chef de Mission,

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir
rehausser de votre présence les cérémonies d'ouverture du 1er cycle de formation
de futurs inspecteurs de police judiciaire.

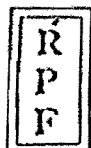
Ces cérémonies auront lieu au centre National
de Pastorale Saint-Paul, le lundi 02 janvier 1995 à 14 heures 30 minutes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Chef de
Mission, l'expression de ma très haute considération.

Le Ministre de la Justice
NYUBITO Alphonse M.



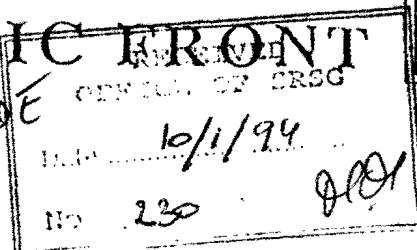
FC
attesté sous
assisté
MA
28/12
CHIEF PROTOCOLE
A VOUS
MA 74 FC
28/12



FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS RWANDESE PATRIOTIC FRONT



M. DESSANDÉ



Kigali, le 07 janvier 1994

②
Dr. Kuba
what does this
mean?

[Signature]
7/1

Son Excellence Madame le
Premier Ministre
KIGALI

11/1/94 *[Signature]*

Objet : Cérémonies de Prestation de Serment

Madame le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le FPR-INKOTANYI a désigné le Docteur RUDAKUBANA Charles et Maître GAHIMA Gérard pour se joindre à l'équipe gouvernementale chargée du protocole des cérémonies de prestation de serment des membres de l'Assemblée Nationale de Transition et du Gouvernement de Transition à Base Elargie telles que programmées pour le 08 janvier 1994. Concernant les questions de sécurité, la MINUAR collaborera avec les deux parties.

En effet, il vous souviendra Madame le Premier Ministre, que les deux parties signataires de l'Accord de Paix d'Arusha, à savoir le Gouvernement Rwandais et le Front Patriotique Rwandais sont co-responsables de la mise en application dudit Accord conformément à son article 5.

Veuillez agréer, Madame le Premier Ministre, l'assurance de notre franche collaboration.

Pour le FPR-INKOTANYI

[Signature]

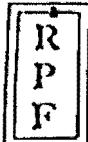
Patrick MAZIMHAKA
1er Vice-Président

C.I : - Monsieur le Représentant Spécial
du Secrétaire Général de l'ONU
KIGALI

- Commandant de la MINUAR ✓
KIGALI

- Monsieur le Chef du Protocole d'Etat
KIGALI

376
Rec'd
2/1/94



FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS RWANDESE PATRIOTIC FRONT



RECEIVED
OFFICE OF SRSG
Date 10/11/94
No 230

M DESSANDÉ

Kigali, le 07 janvier 1994

Son Excellence Madame le
Premier Ministre
KIGALI

Objet : Cérémonies de Prestation de Serment

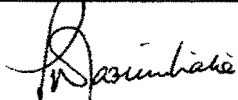
Madame le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le FPR-INKOTANYI a désigné le Docteur RUDAKUBANA Charles et Maître GAHIMA Gérard pour se joindre à l'équipe gouvernementale chargée du protocole des cérémonies de prestation de serment des membres de l'Assemblée Nationale de Transition et du Gouvernement de Transition à Base Elargie telles que programmées pour le 08 janvier 1994. Concernant les questions de sécurité, la MINUAR collaborera avec les deux parties.

En effet, il vous souviendra Madame le Premier Ministre, que les deux parties signataires de l'Accord de Paix d'Arusha, à savoir le Gouvernement Rwandais et le Front Patriotique Rwandais sont co-responsables de la mise en application dudit Accord conformément à son article 5.

Veuillez agréer, Madame le Premier Ministre, l'assurance de notre franche collaboration.

Pour le FPR-INKOTANYI


Patrick MAZIMHAKA
1er Vice-Président

- C.I : - Monsieur le Représentant Spécial
du Secrétaire Général de l'ONU ✓
KIGALI
- Commandant de la MINUAR
KIGALI
 - Monsieur le Chef du Protocole d'Etat
KIGALI

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION
B.P. 179 KIGALI

N° 0655/03.03/PROT.

FC
copy
Protocole

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise / PROTETAT / présente ses compliments à la Nonciature Apostolique, aux Missions Diplomatiques et Consulaires ainsi qu'aux Organismes Internationaux accrédités au Rwanda et à l'honneur de les inviter à se faire représenter dans une réunion qui aura lieu Vendredi le 08 juin 1995 à 10h00 dans la salle des réunion de la Direction de la Régie des Aéroports du Rwanda (RAR) à l'Aéroport Grégoire KAYIBANDA à Kanombe.

Ladite réunion, qui sera présidée par le Directeur du Protocole d'Etat avec à ses côtés le Directeur de la Régie des Aéroports du Rwanda, se penchera essentiellement sur les questions de procédure pour l'obtention d'autorisations d'accès à l'Aéroport ainsi qu'aux problèmes de sécurité.

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise /PROTETAT/ saisit cette occasion pour renouveler à la Nonciature Apostolique, aux Missions Diplomatiques et Consulaires ainsi qu'aux Organismes Internationaux accrédités au Rwanda les assurances de sa haute considération.

Kigali, le 01 JUN 1995

-NONCIATURE APOSTOLIQUE
KIGALI
-MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES
KIGALI
-ORGANISMES INTERNATIONAUX
KIGALI

①
Copy to : Administration Aéroports
(M=OUATTARA)

CP Security (M=ISCHLIKA)
3/06/95

REPUBLIQUE RWANDAISE

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION
B.P. 179 KIGALI
Cabinet du Ministre

Kigali, le 20 FEB 1995

N° 012/03.00.1/CAB

Son Excellence Monsieur le Représentant
Spécial du Secrétaire Général de l'ONU
KIGALI

A l'attention de:

Monsieur Lamine CONDE, Conseiller
chargé des Affaires Politiques MINUAR
KIGALI

Monsieur le Représentant Spécial,

Faisant suite à la note verbale n°
0356/03.00/CAB vous adressée par le Ministère des Affaires Etrangères
et de la Coopération en date du 1er Décembre 1994 et dont photocopie en
annexe,

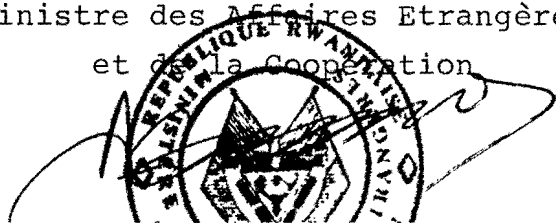
J'ai le plaisir de vous formuler tous
nos remerciements pour le véhicule que vous nous avez accordé.
Toutefois, ledit véhicule accusant un certain âge, il mérite d'être mis
au garage pour son meilleur fonctionnement. Vous voudrez donc bien le
mettre au garage pour nous.

En attendant, je voudrais à cette
occasion, vous demander un appui à mon indispensable mobilité en
m'accordant un véhicule parmi vos récents véhicules Jeep Landcruiser
Cross Country 4 X 4 qui offre l'avantage d'un confort aussi bien sur
routes asphaltées que sur routes en terre qui sont beaucoup plus
nombreuses que les premières à l'intérieur du pays où souvent mes
obligations de Ministre m'appellent à m'y rendre.

Espérant une suite favorable à la
présente requête, je vous prie d'agréer, Monsieur le Représentant
Spécial, l'expression de ma considération très distinguée.

Dr Anastase GASANA

Ministre des Affaires Etrangères
et de la Coopération



270
Re above, AT
...

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise présente ses compliments à l'Administration de la MINUAR et a l'honneur de lui demander de bien vouloir réserver des places dans un avion MINUAR de Samedi le 14 Janvier 1995 vers 18H00 à destination de NAIROBI, en faveur des personnalités rwandaises dont les noms suivent:

- S.E. Monsieur Faustin TWAGIRAMUNGU, Premier Ministre,
- Monsieur Anastase GASANA, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération,
- Monsieur Marc RUGENERA, Ministre des Finances,
- Mademoiselle Aloysie INYUMBA, Ministre de la Famille et de la Promotion Féminine,
- Monsieur Jacques BIHOZAGARA, Ministre de la Réhabilitation et de l'Intégration Sociale,
- Monsieur Jean Berchmans BIRARA, Ministre du Plan,
- Monsieur Gérard NIYITEGEKA, Gouverneur de la Banque Nationale du Rwanda,
- Monsieur Jean Damascène NTAKIRUTIMANA, Directeur de Cabinet du Premier Ministre,
- Monsieur Anastase NDEREBEZA, Directeur a.i. de la Coopération au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération,
- Monsieur Eustache MUNYANSHONGORE, Directeur du Protocole dans les Services du Premier Ministre,
- Monsieur Diogène NDAZIGARUYE, Attaché de Presse dans les Services du Premier Ministre,
- Monsieur Benoît KARENZI, Journaliste,
- Monsieur ITANGAYENDA Jean Marie Vianney, c/o Services du Premier Ministre,
- Monsieur Camille MUGABE, c/o Services du Premier Ministre,
- Monsieur David RUKIKA, c/o Services du Premier Ministre,
- Monsieur Michael MPAGAZE, c/o Services du Premier Ministre,
- Monsieur Jean Damascène KAYITANA, c/o Services du Premier Ministre.

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise remercie l'Administration de la MINUAR pour la facilité sollicitée et saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa considération distinguée.

Kigali, le

Si le Colonel GASAKE et ses militaires attaquent, nous les anéantirons

KAMBANDA et ses sbires se préparent à attaquer le Rwanda. C'est ce qui ressort de certains documents en notre possession. Dans le document intitulé "Message du Premier Ministre rwandais en exil, Son Excellence Monsieur KAMBANDA Jean, à l'occasion de la mise en place d'une équipe ministérielle restreinte chargée d'organiser le retour de tous les réfugiés rwandais dans leur pays", nous lisons que "le Ministère de la Défense doit organiser, coordonner et diriger toutes les actions de résistance pour la libération nationale".

Que KAMBANDA et ses tueurs sachent que nous les attendrons de pied ferme. Et que nous les anéantirons. Voici les correspondances en question.

Goma, le 04 décembre 1994

A son Excellence Monsieur le Premier Ministre de la République du Zaïre à
KINSHASA

Objet: Doléances des réfugiés rwandais en rapport avec l'application de la Convention relative au statut de réfugiés.

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

La Communauté des Réfugiés Rwandais au Nord-Kivu apprécie les efforts déployés par le Gouvernement Zaïrois pour trouver des solutions satisfaisantes et durables aux problèmes de ces réfugiés.

Cependant, les événements survenus ces derniers temps dans la région nous obligent à attirer l'attention de votre Gouvernement sur les exactions dont les réfugiés rwandais sont victimes et cela, en violation de la Convention relative au Statut des réfugiés entrée en vigueur le 22 avril 1954.

En effet, en dates des 25 et 26 novembre 1994, suite à un cas de vol qui a provoqué la mort d'un militaire Zaïrois, des éléments des Forces Armées Zaïroises se sont livrés au pillage des biens des réfugiés rwandais et de leurs hôtes zaïrois, en tirant dans la foule dans les Centres de Kako, Rubale, Rutshuru et Kiwanja. Plusieurs dizaines de personnes y trouvèrent la mort et beaucoup d'autres ont été blessées.

Il est regrettable qu'au lieu de s'employer à identifier les auteurs de ces vols et élucider les circonstances de la mort de leur collègue, les agents de l'ordre se soient livrés à ces tueries dont a été victime la population innocente qu'ils étaient censés protéger. Signalons en outre que ce comportement a provoqué la panique chez les réfugiés rwandais installés à Kitumayini et à Jomba de telle sorte qu'une centaine d'entre eux ont tenté une action suicide de rentrer au Rwanda; la moitié d'entre eux ont été tuées par les éléments du Front Patriotique Rwandais (FPR) qui contrôlaient la frontière.

Ces actes sordides ont été accompagnés par l'opération de refoulement des réfugiés pour les forcer à quitter leurs abris et réintégrer le camp de Katale déjà sursaturé et non préparé à recevoir un nombre aussi important de réfugiés. C'est ainsi que plus d'une semaine après, ils sont toujours sans abri. Faut-il encore souligner que ce refoulement va à l'encontre de l'esprit des articles 21 et 26 de la Convention relative au Statut des réfugiés? La Communauté de réfugiés rwandais au Nord-Kivu reste convaincue que votre Gouvernement est sensible à cette situation et qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour faire respecter les dispositions de la Convention susdite et ainsi, éviter la répétition de tels événements. Déjà, des rumeurs circulent qu'une

opération semblable serait prévue à Goma!

De même, la Communauté des Réfugiés Rwandais au Nord-Kivu a été profondément attristée d'apprendre que 37 réfugiés rwandais ont été livrés par les Autorités de la Région du Nord-Kivu aux militaires du Front Patriotique Rwandais alors que cela est formellement interdit par les articles 32 et 33 de la Convention relative au Statut des Réfugiés.

En ce qui concerne la question relative à la sécurité, la Communauté des Réfugiés Rwandais est d'avis que l'application des dispositions prévues par la Convention sur le Statut des Réfugiés à l'art. 1, section A, paragraphe 2, permettra de lui assurer la protection souhaitée. De son côté, elle est entièrement engagée à collaborer avec votre Gouvernement pour identifier ceux parmi les Réfugiés qui se rendront coupables d'actes répréhensibles pour être soumis à la Justice Zaïroise. De toute façon, il faudrait éviter qu'un acte répréhensible d'un réfugié soit imputé à tous les Réfugiés Rwandais.

La Communauté des Réfugiés Rwandais au Nord-Kivu prie le Gouverneur de la Région du Nord-Kivu qui nous lit en copie de surseoir à la mise en exécution de toute mesure de refoulement et d'expulsion à l'endroit des Réfugiés Rwandais en attendant la réponse à la présente requête.

Espérant que le contenu de la présente retiendra votre bienveillante attention, nous vous prions de bien vouloir agréer, Excellence Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Pour la Communauté des Réfugiés Rwandais au Nord-Kivu

ci-dessous:

- Intérieur et Développement Communal;
- Travail et Affaires Sociales;
- Famille et Promotion Féminine;
- Santé Publique;
- Jeunesse et Mouvement Associatif;
- Enseignement Primaire et Secondaire;
- Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique;
- Fonction Publique.

2) Ministère de l'Information:

3) Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération:

C Ministère du Patrimoine et de l'Equipeement: regroupant les anciens Ministères:

- des Finances et de l'Economie;
- des Travaux Publics et de l'Energie;
- des Transports et des Communications;
- de l'Agriculture et de l'Elevage;
- du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat;
- de l'Environnement et du Tourisme.

5) Ministère de la Défense: comprenant en plus des attributions de l'ancien Ministère de la Défense, certaines attributions des anciens Ministères de l'Intérieur et du Développement Communal, de la Jeunesse et du Mouvement Associatif ayant un rapport avec la défense et la sécurité.

6) Ministère de la Justice.

7) Ministère de la Mobilisation et de la Jeunesse regroupant les anciens départements ministériels de l'Intérieur et du Développement Communal ainsi que celui de la Jeunesse et du Mouvement Associatif dans ce qu'ils ont de relatif à la mobilisation et à la jeunesse.

II. Mission du Nouveau Cabinet Ministériel Restreint

1. Rassembler les rwandais, sans discrimination d'ethnie, de religion,

de région et autres au tour des valeurs républicaines et autres acquis de la révolution socio-politique de 1959, en vue de galvaniser toutes les forces pour le recouvrement de la souveraineté nationale.

2. Organiser la résistance populaire pour la libération nationale, en vue de la mise en place d'un système politique réellement républicain et démocratique, soucieux du développement économique; social et culturel du pays.

3. Entretenir les relations existantes avec le monde extérieur et créer de nouveaux réseaux de relations diplomatiques, politiques et médiatiques.

4. Gérer rigoureusement le patrimoine et rechercher de nouveaux moyens matériels et financiers nécessaires pour répondre aux besoins sociaux et culturels des réfugiés et assurer la libération nationale.

5. Organiser un réseau efficace de communication entre la population à l'intérieur du Rwanda, les réfugiés et les différents organes d'encadrement et d'animation.

6. Promouvoir la protection et la défense des droits de l'homme.

III. ATTRIBUTIONS DE CHAQUE DEPARTEMENT MINISTERIEL.

III.1. MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DES REFUGIES.

Le Ministère des Affaires Sociales et des Réfugiés qui a pour tâche principale de s'occuper de l'encadrement des réfugiés, doit entre autres:

- Mettre en place des structures d'encadrement des réfugiés par camp, région ou même par pays en s'appuyant sur les conseillers communaux, les bourgmestres, les préfets, les députés, etc..

- Faire régulièrement état des besoins réels des populations réfugiés en matière alimentaire,

sanitaire, en eau potable, en cheeting, etc...

- Servir de courroie de transmission des informations de la base vers le sommet et vice-versa.

- Participer à l'encadrement scolaire tant des écoliers du primaire, des élèves du secondaire que des étudiants du supérieur.

- Assurer la protection de la famille et la promotion féminine dans les camps des réfugiés.

- Promouvoir le mouvement associatif et de jeunesse dans les camps des réfugiés.

- Assurer la participation de l'élite nationale dans l'action d'encadrement général de la population.

III.2. MINISTERE DE L'INFORMATION.

Le Ministère de l'Information doit tenir les réfugiés rwandais régulièrement informés de la situation qui prévaut aussi bien dans les différents camps, au Rwanda que dans le monde entier. De même celui-ci doit régulièrement recevoir des informations sur la vie des réfugiés rwandais et leur position sur ce qui se passe dans leur pays.

Pour ce faire, le Ministère de l'Information devra:

- Mettre en place un bulletin de liaison et d'information intercamps.

- Mettre en place un système d'antennes permanentes aussi bien dans les différents camps au Rwanda que d'autres pays.

- Nouer des contacts avec les principales agences de presse pour échange d'informations.

III.3. MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION.

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération aura pour mission d'entretenir les

A NEW ORDER IN KIGALI

The new government in Kigali is insufficiently broad-based to give most Rwandans confidence. The ruling party until June 1991, the MRND, is not represented at all in the new government. The southern-based MDR had begun to rival the MRND in strength by mid-1993 but after the Arusha Accords of 4 August 1994, its internal squabbles became more and more public. Eventually it split, with **Faustin Twagiramungu**, now Prime Minister, heading the smaller pro-Arusha faction.

The other faction, 'MDR-Power', was aligned with the MRND and was probably Rwanda's second biggest party. It was nominally headed by ex-Prime Minister **Dismas Nsengiyaremyé** (now in France) but its real head is ultra-hardline Hutu businessman **Froduct Karamera**. It is also not in government.

There were also two wings to the *Parti Libéral*: one largely Tutsi and pro-Arusha (which is now in government), once led by the murdered **Landoald Ndasinga**; the other, called PL-Power, led by hardline Hutu **Justin Mugenzi**.

If it is to broaden its constituency, the government needs to bring in the less tainted politicians from the MRND, MDR-Power and PL-Power. This would also be the only way of resurrecting Arusha. As one diplomat put it: 'The FPR government has to be more magnanimous than it morally should have to be.' This would mean the FPR giving up some of the posts it took from the MRND allocation. However, the MRND's stature is undoubtedly reduced and it cannot expect to get everything back, and certainly not the Defence portfolio.

Under the Arusha Accords, top government jobs were apportioned as follows: MRND: the presidency (reduced to a ceremonial position) and five ministerial posts; MDR: the prime ministership and three ministerial posts; FPR: five ministerial posts. The *Parti Social Démocrate* and PL were allocated three ministerial posts each, posts they had already held in the interim governments since April 1992. The small *Parti Chrétien-Démocrate*, which had only a few thousand members before 6 April, was allocated one.

The FPR has taken the presidency and three of the MRND's five allocated ministerial posts (Women, Public Service and Defence) and created the Vice-Presidency for **Paul Kagamé**. Fears that the government would be dominated by English-speaking former members of Uganda's National Resistance Army have not been realised. Tutsi are over-represented proportionately to their share of the population (even before the massacres). This is understandable but not reassuring to Hutu refugees.

Of the 21 government posts filled, twelve are held by Hutu, nine by Tutsi. French-speakers number 17, English-speakers (ex-Uganda) four. Of the nine FPR figures, three are Hutu, six Tutsi. The three Hutu are all from inside Rwanda; four of the Tutsi come from the diaspora in Uganda, two of them ex-NRA. The other two Tutsi came from the diaspora in Burundi. Thus there are no representatives of the smaller but still influential and wealthy refugee community in Zaïre nor that in Tanzania, which numbered about 40,000 but had less access to education than Rwandans who fled to other countries. The key positions are:

● **President:** **Pasteur Bizimungu**, Hutu, FPR; 44; from Bushiru, the late President **Habyarimana**'s home area in Gisenyi; master's degree from France; held top job in *Electrogaz* (power utility) before fleeing in August 1990 to Uganda, where he emerged as FPR cadre with the invasion; took part in Arusha talks.

● **Premier:** **Faustin Twagiramungu**, Hutu; head, MDR's pro-FPR wing; from Cyangugu; married to daughter of **Grégoire Kayibanda**, first Rwandan President; headed government transport company in 1980s, then formed his own; also has Canadian citizenship.

● **Vice-President:** **Major General Kagamé**, Tutsi, FPR; born

Rwanda 1957; raised in refugee camp, Uganda; joined anti-Amin forces in Uganda; went back to bush with **Yoweri Museveni** in 1981-1990; FPR Commander-in-Chief, 1990.

● **Interior:** **Seth Sendashonga**, Hutu, FPR; from Kibuye; university student leader, Butare; agitated for more open society; pursued by security, fled then completed studies abroad; worked for United Nations Habitat, Nairobi; less of an FPR insider than Bizimungu but possibly more subtle.

● **Rehabilitation:** **Jacques Bihozagara**, Tutsi, FPR; veterinary doctor, studied in Zaïre, then practised in Bujumbura; urbane, unreconstructed Tutsi in Burundian mould.

● **Health:** **Colonel Joseph Karamera**, Tutsi, FPR; medical doctor, refugee, grew up in Uganda; ex-Makerere and ex-NRA.

● **Transport:** **Immaculée Kayumba**, Tutsi, FPR; teacher from one of refugee lycées in Bujumbura; formerly Vice-President, FPR Burundi organisation.

● **Women:** **Aloyise Inyumba**, Tutsi, FPR, 30; grew up in Uganda refugee camp; studied history at Makerere; mobiliser for FPR since 1986-87; FPR ex-Finance Commissioner, collected millions of dollars from FPR fundraising network within the diaspora.

● **Public Service:** **Col. Alexis Kanyarengé**, Hutu, FPR; 58; former anti-Tutsi army officer of Habyarimana's generation; fled to Tanzania, December 1981, when as Interior Minister he was suspected of plotting against Habyarimana; in contact with FPR since late 1980s from exile.

● **Youth and Culture:** **Patrick Mazimhaka**, Tutsi, FPR; refugee raised in Uganda; geology at Makerere; lecturer in Canada at start of war; smooth talker; represents FPR's progressive wing.

● **Foreign Affairs:** **Jean-Marie Vianney Ndagijimana**, Hutu, MDR; from Cyangugu; once Permanent Secretary, Public Service Ministry; Ambassador, Addis Ababa and Paris, from where he joined government.

● **Information:** **Jean-Marie Higiro**, Hutu, MDR; from Byumba; doctorate in communications, United States; most recently head of government media; rescued and evacuated to Bujumbura by USA as he has a child with US citizenship.

● **Primary and Secondary Education:** **Pierre-Célestin Rwigyema**, Hutu, MDR.

● **Finance:** **Marc Rugenera**, Hutu, PSD; from Gitarama; worked in banking; one of few survivors of murdered Premier **Agathe Uwilingiyimana**'s government; rescued by FPR.

● **Public Works and Energy:** **Charles Ntakirutinka**, Hutu, PSD; engineer from Gikongoro; formerly Permanent Secretary in same ministry; before that, Provost, University of Rwanda; took part in Arusha.

● **Agriculture:** **Augustine Iyamuremyi**, Hutu, PSD; veterinarian from Butaré; ex-Prefect of Gitarama, then head of internal intelligence since April 1992; found in French zone, in area where he had been appointed to head European Union agricultural project.

● **Higher Education:** **Joseph Nsengimana**, Tutsi, PL; former university lecturer in literature; rescued by FPR and evacuated to Byumba.

● **Commerce and Industry:** **Prosper Higiro**, Tutsi, PL; formerly *Directeur du cabinet* in same ministry.

● **Social Affairs:** **Pie Mugabo**, Tutsi, PL.

● **Environment and Tourism:** **Jean Nepomuscene Nayinzira**, Hutu, PCD President; intelligent, elderly, little formal education; originally from Gisenyi; migrated to Kibungo; rose to become deputy Prefect of Kigali.

● **Justice:** **Alphonse-Marie Nkubito**, Hutu, 'independent'; outspoken prosecutor, Kigali appeal court, who spent much of the time after 1990 being pursued by Habyarimana's security network; key human rights worker; evacuated by French troops.

130


ROUTING SLIP

TO SRS G -

APPROVAL		MORE DETAILS
REPLY, PLEASE	X	YOUR INFORMATION <i>only.</i>
SEE ME PLEASE		RETURNED AS REQUESTED
YOUR SIGNATURE		INVESTIGATE AND REPORT
NOTE AND FILE		FOR ACTION
NOTE AND RETURN		REPLY FOR MY SIGNATURE
YOUR COMMENTS		INITIAL AND FORWARD
PLEASE DESPATCH	X	PLEASE RETURN
PLEASE POUCH		SENT AS REQUESTED

REF: Govt list to Geneva

Thanks.
See
12.1

DATE CP 12/01/95 FROM CP
 Semaude

REPUBLIQUE RWANDAISE

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION
B.P. 179 KIGALI

N° 020 /03.00/CAB

URGENT

COPIE: - AIR OPS / for action
- MOU CON

Rec'd 12/01/95
CP. ~~desmoe~~

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise présente ses compliments à l'Administration de la MINUAR et a l'honneur de lui demander de bien vouloir réserver des places dans un avion MINUAR de Samedi le 14 Janvier 1995 vers 18H00 à destination de NAIROBI, en faveur des personnalités rwandaises dont les noms suivent:

- S.E. Monsieur Faustin TWAGIRAMUNGU, Premier Ministre,
- Monsieur Anastase GASANA, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération,
- Monsieur Marc RUGENERA, Ministre des Finances,
- Mademoiselle Aloysie INYUMBA, Ministre de la Famille et de la Promotion Féminine,
- Monsieur Jacques BIHOZAGARA, Ministre de la Réhabilitation et de l'Intégration Sociale,
- Monsieur Jean Berchmans BIRARA, Ministre du Plan,
- Monsieur Gérard NIYITEGEKA, Gouverneur de la Banque Nationale du Rwanda,
- Monsieur Jean Damascène NTAKIRUTIMANA, Directeur de Cabinet du Premier Ministre,
- Monsieur Anastase NDEREBEZA, Directeur a.i. de la Coopération au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération,
- Monsieur Eustache MUNYANSHONGORE, Directeur du Protocole dans les Services du Premier Ministre,
- Monsieur Diogène NDAZIGARUYE, Attaché de Presse dans les Services du Premier Ministre,
- Monsieur Benoît KARENZI, Journaliste,
- Monsieur ITANGAYENDA Jean Marie Vianney, c/o Services du Premier Ministre,
- Monsieur Camille MUGABE, c/o Services du Premier Ministre,
- Monsieur David RUKIKA, c/o Services du Premier Ministre,
- Monsieur Michael MPAGAZE, c/o Services du Premier Ministre,
- Monsieur Jean Damascène KAYITANA, c/o Services du Premier Ministre.

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République Rwandaise remercie l'Administration de la MINUAR pour la facilité sollicitée et saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa considération distinguée.

Kigali



**MISSION DES NATIONS UNIES
POUR ASSISTANCE AU RWANDA
KIGALI**

MEMORANDUM DE COOPERATION HISPANO-RWANDAISE

DECEMBRE 1994

=====

Le Gouvernement rwandais se félicite des excellentes relations d'amitié et de coopération existant entre le Rwanda et l'Espagne dans plusieurs secteurs, conformément à l'Accord général de coopération entre les deux Gouvernements, signé le 25 mars 1986.

En vue de relancer et de redynamiser cette coopération, le Gouvernement rwandais a l'honneur de proposer au Gouvernement de l'Espagne le présent Mémoire de coopération qui tient compte des priorités suivantes:

1° Restauration de la capacité de gestion de l'Etat. Cette priorité inclut également un renforcement des mécanismes permettant une plus large participation des acteurs nationaux à la gestion du développement.

2° Restauration de la capacité financière de l'Etat, l'objectif à court terme est de mobiliser les ressources propres à assurer un fonctionnement minimum des finances publiques.

3° Réintégration Sociale des réfugiés, anciens et récents et des personnes déplacées. L'objectif à court terme est d'assurer le retour des réfugiés récents et des personnes déplacées et de mettre en place des structures d'accueil pour les réfugiés anciens revenus au pays.

4° Réhabilitation des infrastructures: routes, bâtiments officiels et des bureaux, hôpitaux ou Centres de santé démolis, réparation des infrastructures de notre aéroports de Kanyembe.

5° Réhabilitation des activités productives d'actions urgentes de protection de l'environnement dans les zones affectées par le déplacement de population et par le retour du Cheptel bovin pastoral dans le Nord et l'Est du pays. L'Espagne pourrait également aider à l'aménagement des ranches dans le Mutara et le Bugesera en vue de créer des pâturages si indispensables à l'élevage moderne.

6° Réhabilitation des secteurs sociaux (santé, enseignement et protection des populations vulnérables (assistance aux orphelins: fourniture des équipements et des jouets à ces orphelins, fourniture des médicaments et des équipements nécessaires aux centres de santé et aux écoles.

En égard à cette préoccupation, la coopération que le Gouvernement rwandais propose au Gouvernement de l'Espagne poursuit un double objectif. Il s'agira dans un premier temps de relancer les projets de coopération pouvant bénéficier d'un financement espagnol et en deuxième lieu l'octroi d'une aide d'urgence nécessaire à la Réhabilitation et à la Reconstruction du Rwanda.

De fait, les projets de coopération proposés à l'Espagne ressortent des secteurs suivants:

- Education: construction des écoles, envoi des Professeurs au Secondaire et à l'Université
- Santé
- Agriculture
- Artisanat
- Tourisme
- Réhabilitation et Reconstructions.
- Habitat (Pré-fabriqués).

Le Gouvernement rwandais propose au Gouvernement Espagnol d'intervenir dans le financement des actions suivantes, jugées prioritaires compte tenu des objectifs immédiats à atteindre.

1. SANTE

Dans le domaine de la Santé, le Gouvernement rwandais attend du Gouvernement de l'Espagne une intervention de nature à soutenir sa politique sanitaire axée sur les soins de santé primaires et la médecine de masses ayant un impact privilégié sur les groupes vulnérables incluant les enfants, les mères et les travailleurs.

L'exercice de la médecine privée sera organisée et encouragée. La politique de salaires pour le personnel médical et paramédical sera revue et l'utilisation des ressources humaines sera rationalisée. Un accent nouveau sera mis sur la formation et la spécialisation des ressources humaines. La politique d'approvisionnement en médicaments sera revue. La politique de contrôle des naissances sera poursuivie de manière à l'adapter aux priorités nouvelles.

Les actions retenues en cette matière par le Gouvernement rwandais sont:

- Rééquipement du Ministère de la Santé
- Rééquipement des écoles médicales pour une meilleure formation sanitaire
- Réhabilitation du Ministère de la Santé
- Réapprovisionnement en médicaments
- Relance de la production des médicaments
- Appui au secteur pharmaceutique

- Protection maternelle et infantile et planification familiale
- Lutte contre le sida
- Renforcement du dispositif de surveillance
- Lutte contre les maladies diarrhéiques
- Lutte contre le paludisme
- Lutte contre la tuberculose
- Développement des ressources humaines de santé.

2. AGRICULTURE

Afin de faire face à la situation actuelle dans le secteur agricole:

- diminution sensible de la population rurale: 3 millions contre 6,4 millions avant la guerre;
- Destruction des facteurs de production (outillage, équipements, sémences) d'autres étant soit pillés ou endommagés (ouvrage hydro-agricoles, dispositifs de protection et de conservation des sols...);
- Perte de 40 à 60% des récoltes;
- Baisse de la production de café estimée à plus de 50%;
- Production restante commercialisée hors du pays;
- Disparition de 80% du cheptel bovin, quatre-cinquièmes des caprins, tous les porcins et toute la volaille;
- Destruction des infrastructures: abattoirs, dispensaires vétérinaires, couloirs d'aspersion, les laboratoires vétérinaires, le centre national d'insémination artificiel;
- 6.000 hectares affectés au parc de l'Akagera, incendiés;
- Surpâturage de la zone de chasse, le parc de l'Akagera et le Bugesera par les troupeaux venus de l'Uganda et du Burundi, etc....;

Le Gouvernement de la République Rwandaise demande au Gouvernement de l'Espagne de bien vouloir intervenir dans les actions y afférentes ci-après:

- Formation professionnelle (agronomes et vétérinaires - stages et voyages d'études)
- Restauration et amélioration du sol
- Multiplication des semences
- Fournitures d'intrants agricoles
- Réhabilitation des centres de traitement du café
- Réhabilitation du laboratoire de Rubirizi
- Relance des activités de pêche
- Réhabilitation ^{des} boisements
- Approvisionnement en semences forestières

L'objectif étant de:

- atteindre la sécurité alimentaire
- assurer aux producteurs (y compris les nouveaux rapatriés), un revenu suffisant par le renforcement de l'économie de marché
- augmenter les quantités et la qualité des produits d'exportations (café, pyrèthre, cuir, peaux)
- assurer le remplacement en bétail du pays
- restaurer le patrimoine forestier et entreprendre l'exploitation conservatoire des massifs
- protéger les ressources naturelles.

3. L'ARTISANAT

Le Gouvernement rwandais sollicite l'intervention de l'Espagne pour la promotion de l'Artisanat au Rwanda.

En cette matière, le Rwanda a besoin de:

- une assistance institutionnelle favorable à l'organisation de l'Artisanat par la création d'un corps ou une chambre de métiers, d'où la nécessité en techniciens et experts pour initier les nationaux par la tenue de formation, séminaires, etc;..
- Rééquiper le secteur artisanal par l'octroi de véhicules nécessaires en vue d'assurer une meilleure sensibilisation et ce dans tous les coins du pays.
- Une assistance financière.
- Faire de l'une des préfectures détruites (Ruhengeri ou Byumba), une préfecture artisanale en vue de lui faciliter la réinstallation de sa population.

Les actions urgentes retenues en matière d'artisanat sont:

- Appui à l'artisanat
- Recyclage encadreurs artisanat
- Expertisé fonderie.

4. EDUCATION

Les priorités enregistrées par le Gouvernement rwandais en matière de l'éducation sont:

.../...

- a. En enseignement primaire: Normaliser des conditions de scolarisation d'environ 1.000.000 d'élèves. Il s'agira également de la scolarisation des enfants en âge de commencer l'école (7ans) et les enfants d'anciens et nouveaux rapatriés.
- B. Dans l'Enseignement Secondaire: l'objectif est d'ouvrir le plus grand nombre d'écoles publiques et libres subsidiées et de soutenir la réhabilitation des écoles privées. Cet objectif sera poursuivi en tenant compte de la nécessité d'intégrer adéquatement des enfants rapatriés, ayant suivi d'autres systèmes d'enseignement et, pour certains, venant des pays anglophones.
L'Anglais sera enseigné à ceux qui ont grandi au Rwanda, tandis que le français sera appris à ceux qui ont grandi dans les pays anglophones. Le programme se proposera également d'intégrer dans le système d'enseignement, les valeurs de paix, de justice, de respect mutuel et de réconciliation nationale.
- C. Dans l'Enseignement Supérieur, l'objectif prioritaire est de rétablir des conditions de travail décentes dans le seul campus de Butare où seront concentrés tous les étudiants (y compris ceux auparavant inscrits au campus de Ruhengeri).

Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement rwandais a recensé un nombre d'actions pour lesquelles il sollicite l'aide de l'Espagne, à savoir:

- Réhabilitation de 256 classes d'enseignement primaire
- Matériel pédagogique primaire
- Réhabilitation locaux d'établissements secondaires
- Rééquipement du Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire
- Appui financier à l'Enseignement privé
- Matériel pédagogiques secondaires
- Rééquipement écoles secondaires
- Véhicules écoles secondaires
- Relance éducation de base
- Relance enseignement secondaire
- Développement enseignement technique
- Réhabilitation de l'Université Nationale du Rwanda à Butare
- Coopération institutionnelle UNR
- Réforme du système de Gestion en Enseignement Supérieur
- Construction Ecole Normale Supérieure
- Construction Faculté des sciences appliquées
- Construction Ecole polytechnique de Grands Lacs
- Fonds de promotion de l'Enseignement Supérieur

Construction de la Faculté de Droit

5. RECONSTRUCTION ET REHABILITATION

Dans ce secteur, le Gouvernement rwandais sollicite auprès du Gouvernement Espagnol une aide d'urgence nécessaire pour atteindre les objectifs de la Réhabilitation qui consistent à redonner aux services publics comme aux entreprises privatisées ou autonomes, les moyens d'exercer leurs activités d'une part et d'autres part de relancer l'activité économique par la mise en route des travaux créateurs d'emploi.

Dans le secteur des travaux publics, il conviendra essentiellement:

- De renforcer les capacités de conception et de gestion du département des travaux publics.
- De mettre en place oeuvre un programme d'urgence de réparation et d'entretien des routes et ponts permettant la reprise des activités productives.
- D'entreprendre une réhabilitation minimale des bâtiments civils.
- De réhabiliter les réseaux de distribution d'eau potable, tant dans les villes qu'à du dehors.
- De rétablir la production et la distribution d'énergie à leurs niveaux antérieurs;
- De viabiliser des espaces urbains permettant d'accueillir, dans des bonnes conditions, les anciens réfugiés revenus au pays.
- D'assister le Rwanda dans la mise en place des pré-fabriqués eu égard à l'urgence de trouver des logements pour les milliers des sans-abris.

Dans le secteur de transport, le Gouvernement se propose et a besoin d'une assistance de l'Espagne en vue d'aider:

- A la création de P.M.E. dans le secteur du transport des personnes et de marchandises et de développer les services d'entretien et de réparation.
- De favoriser l'intégration économique des diverses régions du pays de façon à faciliter les échanges intérieurs, l'approvisionnement des producteurs et des consommateurs ainsi que l'écoulement de la production.

.../...

6. TOURISME

- Assister le Rwanda dans l'amélioration des infrastructures d'accueil, de communications et de télécommunications;
- Aider à la mise en place des agences touristiques et de voyages;
- Aider à la création des Banques et des compagnies de transport aérien, terrestre et lacustre;
- Former les agents chargés du Tourisme;
- Mettre en place des écoles spécialisées en la matière;
- Organiser les voyages d'études et les stages.

7. ELECTRIFICATION DANS LE SECTEUR RURAL

A moyen et long terme, l'Espagne est disposée à envisager les voies et moyens de nous aider *dans ce domaine*.

8. EAU POTABLE:

L'Espagne est prête à assister le RWANDA dans l'obtention d'eau potable en ville et en milieu rural.

MEMORANDUM DE COOPERATION HISPANO-RWANDAISE

DECEMBRE 1994

=====

Le Gouvernement rwandais se félicite des excellentes relations d'amitié et de coopération existant entre le Rwanda et l'Espagne dans plusieurs secteurs, conformément à l'Accord général de coopération entre les deux Gouvernements, signé le 25 mars 1986.

En vue de relancer et de redynamiser cette coopération, le Gouvernement rwandais a l'honneur de proposer au Gouvernement de l'Espagne le présent Mémorandum de coopération qui tient compte des priorités suivantes:

1° Restauration de la capacité de gestion de l'Etat. Cette priorité inclut également un renforcement des mécanismes permettant une plus large participation des acteurs nationaux à la gestion du développement.

2° Restauration de la capacité financière de l'Etat, l'objectif à court terme est de mobiliser les ressources propres à assurer un fonctionnement minimum des finances publiques.

3° Réintégration Sociale des réfugiés, anciens et récents et des personnes déplacées. L'objectif à court terme est d'assurer le retour des réfugiés récents et des personnes déplacées et de mettre en place des structures d'accueil pour les réfugiés anciens revenus au pays.

4° Réhabilitation des infrastructures: routes, bâtiments officiels et des bureaux, hôpitaux ou Centres de santé démolis, réparation des infrastructures de notre aéroports de Kanombe.

5° Réhabilitation des activités productives d'actions urgentes de protection de l'environnement dans les zones affectées par le déplacement de population et par le retour du Cheptel bovin pastoral dans le Nord et l'Est du pays. L'Espagne pourrait également aider à l'aménagement des ranches dans le Mutara et le Bugesera en vue de créer des pâturages si indispensables à l'élevage moderne.

6° Réhabilitation des secteurs sociaux (santé, enseignement) et protection des populations vulnérables (assistance aux orphelins: fournitures des équipements et des jouets à ces orphelins, fourniture des médicaments et des équipements nécessaires aux centres de santé et aux écoles.

.../...

- Protection maternelle et infantile et planification familiale
- Lutte contre le sida
- Renforcement du dispositif de surveillance
- Lutte contre les maladies diarrhéiques
- Lutte contre le paludisme
- Lutte contre la tuberculose
- Développement des ressources humaines de santé.

2. AGRICULTURE

Afin de faire face à la situation actuelle dans le secteur agricole:

- . diminution sensible de la population rurale: 3 millions contre 6,4 millions avant la guerre;
- . Destruction des facteurs de production (outillage, équipements, sémences) d'autres étant soit pillés ou endommagés (ouvrage hydro-agricoles, dispositifs de protection et de conservation des sols...);
- . Perte de 40 à 60% des récoltes;
- . Baisse de la production de café estimée à plus de 50%;
- . Production restante commercialisée hors du pays;
- . Disparition de 80% du cheptel bovin, quatre-cinquièmes des caprins, tous les porcins et toute la volaille;
- . Destruction des infrastructures: abattoirs, dispensaires vétérinaires, couloirs d'aspersion, les laboratoires vétérinaires, le centre national d'insémination artificiel;
- . 6.000 hectares affectés au parc de l'Akagera, incendiés;
- . Surpâturage de la zone de chasse, le parc de l'Akagera et le Bugesera par les troupeaux venus de l'Uganda et du Burundi, etc...;

Le Gouvernement de la République Rwandaise demande au Gouvernement de l'Espagne de bien vouloir intervenir dans les actions y afférentes ci-après:

- Formation professionnelle (agronomes et vétérinaires - stages et voyages d'études)
- Restauration et amélioration du sol
- Multiplication des semences
- Fournitures d'intrants agricoles
- Réhabilitation des centres de traitement du café
- Réhabilitation du laboratoire de Rubirizi
- Relance des activités de pêche
- Réhabilitation ^{des} boisements
- Approvisionnement en semences forestières
- Réhabilitation des ouvrages hydro-agricoles;

.../...

5. RECONSTRUCTION ET REHABILITATION

Dans ce secteur, le Gouvernement rwandais sollicite auprès du Gouvernement Espagnol une aide d'urgence nécessaire pour atteindre les objectifs de la Réhabilitation qui consistent à redonner aux services publics comme aux entreprises privatisées ou autonomes, les moyens d'exercer leurs activités d'une part et d'autres part de relancer l'activité économique par la mise en route des travaux créateurs d'emploi.

Dans le secteur des travaux publics, il conviendra essentiellement:

- De renforcer les capacités de conception et de gestion du département des travaux publics.
- De mettre en place oeuvre un programme d'urgence de réparation et d'entretien des routes et ponts permettant la reprise des activités productives.
- D'entreprendre une réhabilitation minimale des bâtiments civils.
- De réhabiliter les réseaux de distribution d'eau potable, tant dans les villes qu'à l'extérieur.
- De rétablir la production et la distribution d'énergie à leurs niveaux antérieurs;
- De viabiliser des espaces urbains permettant d'accueillir, dans des bonnes conditions, les anciens réfugiés revenus au pays.
- D'assister le Rwanda dans la mise en place des pré-fabriqués eu égard à l'urgence de trouver des logements pour les milliers des sans-abris.

Dans le secteur de transport, le Gouvernement se propose et a besoin d'une assistance de l'Espagne en vue d'aider:

- A la création de P.M.E. dans le secteur du transport des personnes et de marchandises et de développer les services d'entretien et de réparation.
- De favoriser l'intégration économique des diverses régions du pays de façon à faciliter les échanges intérieurs, l'approvisionnement des producteurs et des consommateurs ainsi que l'écoulement de la production.

.../...

COMPTE-RENDU DE LA REUNION TENUE LE 24/11/1994 AU MINISTERE DE LA
JEUNESSE ET DU MOUVEMENT ASSOCIATIF ENTRE LE MINISTRE ET LE DIRECTEUR
EXECUTIF DE LA MINUAR.

ETAIENT PRESENTS :

* Pour le Ministère de la Jeunesse et du Mouvement Associatif :

- Le Ministre : MAZIMHAKA Patrick
- Le Directeur de Cabinet : MUTSINDASHYAKA Théoneste
- Le Directeur Général : KAREMERA Pierre
- Le Directeur des Sports : RWIGEMA Paterne

* Pour la MINUAR :

- Le Directeur Exécutif : Dr. KABIA
- Le Chef des Affaires Administratives: SOLO Ally
- Le Chef des Affaires Juridiques:
- D'autres membres du Staff du Secrétaire Exécutif.

BUT DE LA REUNION :

L'étude des problèmes relatifs à l'occupation du Stade Amahoro par
les effectifs de la MINUAR.

En ouvrant les discussions, le Ministre de la Jeunesse
et du Mouvement Associatif a rappelé le contenu de sa lettre n° 385/2
10 du 10 Novembre 1994 adressée au Représentant Spécial des Nations
Unies au Rwanda. Il était question dans ladite lettre d'informer le
Ministre sur le montant et la destination des fonds destinés à la
maintenance et au paiement du personnel, aussi bien pour le Stade que
pour l'hôtel, de même que sur la dernière date de paiement.
Il s'agissait en outre dans la précitée, de respecter scrupuleusement
le contrat en évacuant la moitié sud du Stade, en libérant et en
procédant à la réparation des aires de jeux et autres installations
pour la reprise rapide des activités sportives.

A toutes ces questions, le Dr KABIA a répondu qu'il
avait demandé à ses services de vérifier où et quand les frais du
personnel ainsi que ceux relatifs à la maintenance avaient été versés.
Il a soulevé le problème concernant le fait que l'ancien gouvernemen
lui avait donné le compte d'un privé et qu'il devenait évident que les
employés n'étaient plus payés.

Ce qui amena la MINUAR à payer directement le personnel et à supporter elle-même la maintenance. Il a promis que toutes ces informations seraient rassemblées afin de les transmettre au Ministère de la Jeunesse et du Mouvement Associatif dans les meilleurs délais.

Concernant la réparation du Stade et plus particulièrement des installations sportives, il a été convenu que la MINUAR s'engage à réparer les dégâts résultant du fait de son occupation. Le Ministère de la Jeunesse a été informé qu'une équipe d'ingénieurs de la MINUAR a déjà évalué les dégâts préliminaires en vue de procéder à cette réparation. A ce sujet, le Ministère a dit qu'il y avait une mission chinoise invitée à évaluer les dommages et à les réparer s'il le faut.

La MINUAR pour sa part s'engage à aider le Ministère dans l'évaluation de l'état du stade dans son intégrité et à la recherche des ressources nécessaires à la réhabilitation dudit stade.

* Concernant l'occupation des locaux du Stade, les deux parties ont convenu qu'après le départ des Britanniques, aucun autre groupe n'occuperait ces mêmes locaux.

S'agissant des réparations urgentes à effectuer, les deux parties ont décidé de se rencontrer le lundi 28/11/1994 au Stade pour identifier les travaux à effectuer et permettre l'occupation des salles et bureaux dans un délai de 2 semaines.

Avant de clôturer la réunion, le Ministre de la Jeunesse et du Mouvement Associatif a demandé à la délégation de la MINUAR de faire une étude des réparations des dégâts causés au Stade de CYANGUGU.

La réunion a pris fin à 11H00.

Pour le Ministère de la Jeunesse

et du Mouvement Associatif

MUTSINDASHYAKA Théoneste
Directeur de Cabinet.



Pour la MINUAR

Le Dr.

Directeur



MEMORANDUM DE COOPERATION HISPANO-RWANDAISE

DECEMBRE 1994

=====

Le Gouvernement rwandais se félicite des excellentes relations d'amitié et de coopération existant entre le Rwanda et l'Espagne dans plusieurs secteurs, conformément à l'Accord général de coopération entre les deux Gouvernements, signé le 25 mars 1986.

En vue de relancer et de redynamiser cette coopération, le Gouvernement rwandais a l'honneur de proposer au Gouvernement de l'Espagne le présent Mémoire de coopération qui tient compte des priorités suivantes:

1° Restauration de la capacité de gestion de l'Etat. Cette priorité inclut également un renforcement des mécanismes permettant une plus large participation des acteurs nationaux à la gestion du développement.

2° Restauration de la capacité financière de l'Etat, l'objectif à court terme est de mobiliser les ressources propres à assurer un fonctionnement minimum des finances publiques.

3° Réintégration Sociale des réfugiés, anciens et récents et des personnes déplacées. L'objectif à court terme est d'assurer le retour des réfugiés récents et des personnes déplacées et de mettre en place des structures d'accueil pour les réfugiés anciens revenus au pays.

4° Réhabilitation des infrastructures: routes, bâtiments officiels et des bureaux, hôpitaux ou Centres de santé démolis, réparation des infrastructures de notre aéroports de Kanombe.

5° Réhabilitation des activités productives d'actions urgentes de protection de l'environnement dans les zones affectées par le déplacement de population et par le retour du Cheptel bovin pastoral dans le Nord et l'Est du pays. L'Espagne pourrait également aider à l'aménagement des ranches dans le Mutara et le Bugesera en vue de créer des pâturages si indispensables à l'élevage moderne.

6° Réhabilitation des secteurs sociaux (santé, enseignement) et protection des populations vulnérables (assistance aux orphelins: fournitures des équipements et des jouets à ces orphelins, fourniture des médicaments et des équipements nécessaires aux centres de santé et aux écoles.

En égard à cette préoccupation, la coopération que le Gouvernement rwandais propose au Gouvernement de l'Espagne poursuit un double objectif. Il s'agira dans un premier temps de relancer les projets de coopération pouvant bénéficier d'un financement espagnol et en deuxième lieu l'octroi d'une aide d'urgence nécessaire à la Réhabilitation et à la Reconstruction du Rwanda.

De fait, les projets de coopération proposés à l'Espagne ressortent des secteurs suivants:

- Education: construction des écoles, envoi des Professeurs au Secondaire et à l'Université
- Santé
- Agriculture
- Artisanat
- Tourisme
- Réhabilitation et Reconstructions.
- Habitat (Pré-fabriqués).

Le Gouvernement rwandais propose au Gouvernement Espagnol d'intervenir dans le financement des actions suivantes, jugées prioritaires compte tenu des objectifs immédiats à atteindre.

1. SANTÉ

Dans le domaine de la Santé, le Gouvernement rwandais attend du Gouvernement de l'Espagne une intervention de nature à soutenir sa politique sanitaire axée sur les soins de santé primaires et la médecine de masses ayant un impact privilégié sur les groupes vulnérables incluant les enfants, les mères et les travailleurs.

L'exercice de la médecine privée sera organisée et encouragée. La politique de salaires pour le personnel médical et paramédical sera revue et l'utilisation des ressources humaines sera rationalisée. Un accent nouveau sera mis sur la formation et la spécialisation des ressources humaines. La politique d'approvisionnement en médicaments sera revue. La politique de contrôle des naissances sera poursuivie de manière à l'adapter aux priorités nouvelles.

Les actions retenues en cette matière par le Gouvernement rwandais sont:

- Rééquipement du Ministère de la Santé
- Rééquipement des écoles médicales pour une meilleure formation sanitaire
- Réhabilitation du Ministère de la Santé
- Réapprovisionnement en médicaments
- Relance de la production des médicaments

- Protection maternelle et infantile et planification familiale
- Lutte contre le sida
- Renforcement du dispositif de surveillance
- Lutte contre les maladies diarrhéiques
- Lutte contre le paludisme
- Lutte contre la tuberculose
- Développement des ressources humaines de santé.

2. AGRICULTURE

Afin de faire face à la situation actuelle dans le secteur

agricole:

- . diminution sensible de la population rurale: 3 millions contre 6,4 millions avant la guerre;
- . Destruction des facteurs de production (outillage, équipements, sémences) d'autres étant soit pillés ou endommagés (ouvrage hydro-agricoles, dispositifs de protection et de conservation des sols...);
- . Perte de 40 à 60% des récoltes;
- . Baisse de la production de café estimée à plus de 50%;
- . Production restante commercialisée hors du pays;
- . Disparition de 80% du cheptel bovin, quatre-cinquièmes des caprins, tous les porcins et toute la volaille;
- . Destruction des infrastructures: abattoirs, dispensaires vétérinaires, couloirs d'aspersion, les laboratoires vétérinaires, le centre national d'insémination artificiel;
- . 6.000 hectares affectés au parc de l'Akagera, incendiés;
- . Surpâturage de la zone de chasse, le parc de l'Akagera et le Bugesera par les troupeaux venus de l'Uganda et du Burundi, etc...;

Le Gouvernement de la République Rwandaise demande au Gouvernement de l'Espagne de bien vouloir intervenir dans les actions y afférentes ci-après:

- Formation professionnelle (agronomes et vétérinaires - stages et voyages d'études)
- Restauration et amélioration du sol
- Multiplication des semences
- Fournitures d'intrants agricoles
- Réhabilitation des centres de traitement du café
- Réhabilitation du laboratoire de Rubirizi
- Relance des activités de pêche
- Réhabilitation ^{des} boisements

L'objectif étant de:

- atteindre la sécurité alimentaire
- assurer aux producteurs (y compris les nouveaux rapatriés), un revenu suffisant par le renforcement de l'économie de marché
- augmenter les quantités et la qualité des produits d'exportations (café, pyrèthre, cuir, peaux)
- assurer le remplacement en bétail du pays
- restaurer le patrimoine forestier et entreprendre l'exploitation conservatoire des massifs
- protéger les ressources naturelles.

3. L'ARTISANAT

Le Gouvernement rwandais sollicite l'intervention de l'Espagne pour la promotion de l'Artisanat au Rwanda.

En cette matière, le Rwanda a besoin de:

- une assistance institutionnelle favorable à l'organisation de l'Artisanat par la création d'un corps ou une chambre de métiers, d'où la nécessité en techniciens et experts pour initier les nationaux par la tenue de formation, séminaires, etc;..
- Rééquiper le secteur artisanal par l'octroi de véhicules nécessaires en vue d'assurer une meilleure sensibilisation et ce dans tous les coins du pays.
- Une assistance financière.
- Faire de l'une des préfectures détruites (Ruhengeri ou Byumba), une préfecture artisanale en vue de lui faciliter la réinstallation de sa population.

Les actions urgentes retenues en matière d'artisanat sont:

- Appui à l'artisanat
- Recyclage encadreurs artisanat
- Expertisé fonderie.

4. EDUCATION

Les priorités enregistrées par le Gouvernement rwandais en matière de l'éducation sont:

.../...

a. En enseignement primaire: Normaliser des conditions de scolarisation d'environ 1.000.000 d'élèves. Il s'agira également de la scolarisation des enfants en âge de commencer l'école (7ans) et les enfants d'anciens et nouveaux rapatriés.

B. Dans l'Enseignement Secondaire: l'objectif est d'ouvrir le plus grand nombre d'écoles publiques et libres subsidiées et de soutenir la réhabilitation des écoles privées. Cet objectif sera poursuivi en tenant compte de la nécessité d'intégrer adéquatement des enfants rapatriés, ayant suivi d'autres systèmes d'enseignement et, pour certains, venant des pays anglophones.

L'Anglais sera enseigné à ceux qui ont grandi au Rwanda, tandis que le français sera appris à ceux qui ont grandi dans les pays anglophones. Le programme se proposera également d'intégrer dans le système d'enseignement, les valeurs de paix, de justice, de respect mutuel et de réconciliation nationale.

C. Dans l'Enseignement Supérieur, l'objectif prioritaire est de rétablir des conditions de travail décentes dans le seul campus de Butare où seront concentrés tous les étudiants (y compris ceux auparavant inscrits au campus de Ruhengeri).

Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement rwandais a recensé un nombre d'actions pour lesquelles il sollicite l'aide de l'Espagne, à savoir:

- Réhabilitation de 256 classes d'enseignement primaire
- Matériel pédagogique primaire
- Réhabilitation locaux d'établissements secondaires
- Rééquipement du Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire
- Appui financier à l'Enseignement privé
- Matériel pédagogiques secondaires
- Rééquipement écoles secondaires
- Véhicules écoles secondaires
- Relance éducation de base
- Relance enseignement secondaire
- Développement enseignement technique
- Réhabilitation de l'Université Nationale du Rwanda à Butare
- Coopération institutionnelle UNR
- Réforme du système de Gestion en Enseignement Supérieur
- Construction Ecole Normale Supérieure
- Construction Faculté des sciences appliquées
- Construction Ecole polytechnique de Grands Lacs
- Fonds de promotion de l'Enseignement Supérieur

5. RECONSTRUCTION ET REHABILITATION

Dans ce secteur, le Gouvernement rwandais sollicite auprès du Gouvernement Espagnol une aide d'urgence nécessaire pour atteindre les objectifs de la Réhabilitation qui consistent à redonner aux services publics comme aux entreprises privatisées ou autonomes, les moyens d'exercer leurs activités d'une part et d'autres part de relancer l'activité économique par la mise en route des travaux créateurs d'emploi.

Dans le secteur des travaux publics, il conviendra essentiellement:

- De renforcer les capacités de conception et de gestion du département des travaux publics.
- De mettre en place oeuvre un programme d'urgence de réparation et d'entretien des routes et ponts permettant la reprise des activités productives.
- D'entreprendre une réhabilitation minimale des bâtiments civils.
- De réhabiliter les réseaux de distribution d'eau potable, tant dans les villes qu'à du dehors.
- De rétablir la production et la distribution d'énergie à leurs niveaux antérieurs;
- De viabiliser des espaces urbains permettant d'accueillir, dans des bonnes conditions, les anciens réfugiés revenus au pays.
- D'assister le Rwanda dans la mise en place des pré-fabriqués eu égard à l'urgence de trouver des logements pour les milliers des sans-abris.

Dans le secteur de transport, le Gouvernement se propose et a besoin d'une assistance de l'Espagne en vue d'aider:

- A la création de P.M.E. dans le secteur du transport des personnes et de marchandises et de développer les services d'entretien et de réparation.
- De favoriser l'intégration économique des diverses régions du pays de façon à faciliter les échanges intérieurs, l'approvisionnement des producteurs et des consommateurs ainsi que l'écoulement de la production.

.../...

6. TOURISME

- Assister le Rwanda dans l'amélioration des infrastructures d'accueil, de communications et de télécommunications;
- Aider à la mise en place des agences touristiques et de voyages;
- Aider à la création des Banques et des compagnies de transport aérien, terrestre et lacustre;
- Former les agents chargés du Tourisme;
- Mettre en place des écoles spécialisées en la matière;
- Organiser les voyages d'études et les stages.

7. ELECTRIFICATION DANS LE SECTEUR RURAL

A moyen et long terme, l'Espagne est disposée à envisager les voies et moyens de nous aider *dans ce domaine*.

8. EAU POTABLE:

L'Espagne est prête à assister le RWANDA dans l'obtention d'eau potable en ville et en milieu rural.



UNITED NATIONS NATIONS UNIES

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

Force Commander's Memorandum

From: Maj Gen GC Tousignant

To: *CD.*

Date: 7 Nov 94

Subject: Invitation to African Info day.

1. I have just received the attached invitation.
2. You may wish to appoint someone to represent UNAMIR. I am thinking here of someone who could appreciate this event better than a military officer.
3. I will make myself available if you need me to attend.
4. Thanks.

[Signature]
7 Nov 94

REPUBLIQUE RWANDAISE

MINISTERE DE L'INFORMATION

Le Ministre de l'Information prie Mr, ~~Mme~~
~~M. M. SHAHARYAR KHAN, Lieutenant Special~~ du Secrétaire
de lui faire l'honneur de venir assister à la réception ^{général} de l'ONU
organisée le 7 novembre à 16 heures à l'Hôtel des
Diplomates à l'occasion de la 17ème Journée
Africaine de l'Information.

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTERE DE L' INFORMATION
B.P. 1532
K I G A L I.

DISCOURS DU MINISTRE DE L'INFORMATION, Monsieur
NKULIYINGOMA JEAN BAPTISTE, A L'OCCASION DE
LA 17ème JOURNEE AFRICAINE DE L'INFORMATION,
LE 7 NOVEMBRE 1994.

Honorables invités,
Professionnels et agents de l'Information,
Rwandaïses, Rwandaïs,

La 17 ème journée Africaine de l'Information nous offre cette agréable occasion de nous rencontrer. C'est notre première rencontre en effet avec les professionnels de l'Information après la guerre et le génocide qui ont emporté mon prédécesseur et inoubliable ami, ~~Monsieur~~ Faustin RUCOGOZA et plus de 35 journalistes. ~~Je vous invite à observer une minute de silence en mémoire de ces héros de la démocratie.~~

Cette journée est ^{donc} pour nous une occasion propice d'échanges et d'encouragements mutuels dans notre profession. J'en profite pour vous exprimer pleins succès dans cette tâche combien noble et délicate. Je ne voudrais pas m'étendre sur tous les problèmes recensés dans le secteur de l'Information puisque j'en ai parlé en long et en large à d'autres occasions.

Je tiens à remercier vivement ceux qui ont vite répondu à notre appel pour la renaissance de l'information dans notre pays, tels que l'UNICEF, la GTZ, Reporters sans Frontières. Ces bienfaiteurs méritent nos applaudissements.

J'ai insisté notamment sur la réhabilitation des infrastructures de la Radio Nationale et de la Télévision, les besoins en matière de transport pour les déplacements des journalistes, la création d'un fonds de subvention pour la presse écrite, ce qui permettrait de rabaisser le prix des journaux. J'ai également évoqué la mise sur pied d'une messagerie de la presse dans le but de distribuer les journaux dans les quatre coins du pays. Vous vous rappelerez également qu'à plusieurs occasions j'ai souligné la nécessité de former à bref, à moyen et à long terme les journalistes en techniques de collecte et de traitement de l'information ainsi qu'en matière de déontologie professionnelle.

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTERE DE L' INFORMATION
B.P. 1532
K I G A L I.

DISCOURS DU MINISTRE DE L'INFORMATION, Monsieur
NKULIYINGOMA JEAN BAPTISTE, A L'OCCASION DE
LA 17ème JOURNEE AFRICAINE DE L'INFORMATION,
LE 7 NOVEMBRE 1994.

Honorables invités,
Professionnels et agents de l'Information,
Rwandaïses, Rwandaïs,

La 17 ème journée Africaine de l'Information nous offre cette agréable occasion de nous rencontrer. C'est notre première rencontre en effet avec les professionnels de l'Information après la guerre et le génocide qui ont emporté mon prédécesseur et inoubliable ami, ~~Monsieur~~ ^{Monsieur} Frustine RUCOGOZA et plus de 35 journalistes. Je vous invite à observer une minute de silence en mémoire de ces héros de la démocratie.

Cette journée est ^{donc} pour nous une occasion propice d'échanges et d'encouragements mutuels dans notre profession. J'en profite pour vous exprimer pleins succès dans cette tâche combien noble et délicate. Je ne voudrais pas m'étendre sur tous les problèmes recensés dans le secteur de l'Information puisque j'en ai parlé en long et en large à d'autres occasions.

Je tiens à remercier vivement ceux qui ont vite répondu à notre appel pour la renaissance de l'information dans notre pays, tels que l'UNICEF, la CTZ, Reporters sans Frontières. Ces bienfaiteurs méritent nos applaudissements.

J'ai insisté notamment sur la réhabilitation des infrastructures de la Radio Nationale et de la Télévision, les besoins en matière de transport pour les déplacements des journalistes, la création d'un fonds de subvention pour la presse écrite, ce qui permettrait de rabaisser le prix des journaux. J'ai également évoqué la mise sur pied d'une messagerie de la presse dans le but de distribuer les journaux dans les quatre coins du pays. Vous vous rappelerez également qu'à plusieurs occasions j'ai souligné la nécessité de former à bref, à moyen et à long terme les journalistes en techniques de collecte et de traitement de l'information ainsi qu'en matière de déontologie professionnelle.

→
.../...

*Honorables invités, chers journalistes,
Mes dames et Messieurs*

Le fait que la presse ait joué un rôle actif dans le génocide a soulevé la question de savoir quelle ligne politique le Rwanda doit suivre en matière de l'Information. Certains croient que le nouveau régime devrait sévir à l'égard de cette presse surtout privée. Il n'en ^{sera} ~~pas~~ pas ainsi. Le Gouvernement de transition à base élargie s'est engagé sur la voie de la démocratie, de la réconciliation et de la paix, conditions préalables à la reconstruction nationale. La presse devra donc soutenir les axes de cette politique gouvernementale.

Concernant notre cheminement vers la démocratie, les journalistes sont conviés à jouer pleinement leur rôle, celui de promouvoir la liberté d'expression. Ils devront donner la parole aux citoyens, aux associations, aux partis politiques, et ce dans le respect de la législation en vigueur ^{et} du code déontologique, ~~et de la politique de réconciliation nationale.~~

~~Rwandaises, Rwandais,~~

La presse est également invitée à soutenir la politique de l'unité et de la réconciliation nationale devant conjurer les démons de la division ^{et} de la haine et aboutir à la concorde de tous les Rwandais. La presse est aussi sollicitée pour appuyer les actions de la reconstruction nationale, en invitant la population à s'adonner au travail pour augmenter la production et amorcer le progrès qui conduit au bien-être social. Il est entendu que la presse doit réserver une place de choix à l'agriculture et à l'élevage qui font vivre la majorité de la population.

Une presse digne de ce nom doit par ailleurs se préoccuper des problèmes ^{que} rencontre la population. ~~Les journalistes ne devraient pas occulter les questions relatives aux épidémies, à la flambée des prix, à la famine, à la violation des droits fondamentaux de l'homme, à la spoliation des maisons etc...~~ ^{telles que les épidémies, l'inflation,} ~~alors que les citoyens ne cessent d'en parler. et d'autres encore.~~

Une des fonctions traditionnelles de la presse étant de divertir, la presse rwandaise est invitée à promouvoir la culture et à accorder une place suffisante aux loisirs, en s'impliquant davantage dans les concours, les championnats et autres manifestations culturelles et sportives qui se produisent dans le pays.

En même temps que je demande à la presse de soutenir la politique du Gouvernement d'amener les Rwandais à la réconciliation et de leur inculquer l'amour du travail pour s'atteler à la gigantesque tâche de reconstruction nationale, j'invite toutes les autorités du pays à faciliter le travail des journalistes en leur livrant toutes les informations que la population a le droit de savoir.

.../...

Je dénonce ici la rétention abusive des informations placées fallacieusement sous le sceau de la confidentialité, et la tendance à ne livrer que des informations positives pour faire sa publicité, alors qu'il faut différencier nettement l'information de la propagande.

Le Gouvernement quant à lui, est convaincu qu'il faut accorder la pleine liberté aux journalistes, revaloriser le métier d'informar, permettre au plus grand nombre de citoyens d'avoir accès à l'information. Aussi pour épargner à la presse des dérapages désagréables découlant des influences pernicieuses, le Gouvernement veillera à adapter le cadre légal et institutionnel de l'information à notre temps. C'est dans cet esprit ~~qu'il passe~~ qu'on pourrait mettre en place un conseil de sages qui constituerait un garde-fou supplémentaire s'ajoutant ceux qui existent déjà.

Honorables invités,
Chers Journalistes,
Mesdames, Messieurs,

Permette 2 - moi de

~~Je voudrais saisir cette occasion pour revenir~~ sur certaines préoccupations actuelles du gouvernement, principalement l'épineux problème des réfugiés. Je voudrais à ce sujet au nom du Gouvernement rwandais rassurer les réfugiés et les inviter à rentrer pour nous épauler à reconstruire ^{ensemble} notre pays. Nous savons pertinemment que la plupart de ces réfugiés aujourd'hui en détresse sont des citoyens plutôt innocents. Ils ont dû fuir les terribles combats qui ont ravagé tout le pays. Ils ont fui le bruit infernal des ~~Katiusha~~. Eh oui, il fallait bien se sauver pour qui avait les possibilités de passer les barrières des miliciens. Avoir sauvé sa vie n'est donc pas une infraction. Raison pour laquelle le Gouvernement invite les centaines de milliers de réfugiés rwandais qui survivent péniblement dans des conditions précaires du Zaïre, en Tanzanie, au Burundi, en Ouganda, au Kenya et ailleurs, à regagner rapidement leur pays pour jouir pleinement de leurs biens.

Le gouvernement est fermement résolu à protéger la propriété privée de chaque citoyen et à réinstaller dans leur biens les nouveaux rapatriés.

Le gouvernement est par ailleurs dans l'obligation de s'occuper des anciens réfugiés en mettant à leur disposition des infrastructures d'accueil dans un premier temps, en procédant ensuite à l'octroi de parcelles à ceux qui veulent s'installer en ville et des propriétés foncières pour les paysans. Ils n'est donc pas question de s'approprier des maisons ou des terres appartenant aux tiers car de tels agissements constituent une violation flagrante de la propriété privée, laquelle est protégée par notre loi fondamentale.

.../...

Par la même occasion, je voudrais insister sur l'importance que le gouvernement attache à la sécurité des personnes et des biens. C'est dans ce cadre qu'il s'attèle à mettre en place l'administration Centrale, territoriale et locale. Ainsi donc la nomination récente des préfets va être bientôt suivie de celle des Bourgmestres et des conseillers Communaux. Seront également ~~xxi~~ mis en place, en application de l'Accord de Paix d'Arusha, l'Assemblée Nationale de Transition et la Cour suprême.

Nous croyons, Mesdames, Messieurs, Honorables invités, que la mise en place de toutes ces institutions de transition consacrées par notre loi fondamentale consolidera notre processus démocratique qui conduira notre pays vers les élections libres.

C'était donc ^{les} points sur lesquels je voulais insister à l'occasion de cette journée africaine de l'information.

Vive l'Information au Rwanda et en Afrique.

Je vous remercie.

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE MONSIEUR FAUSTIN TWAGIRAMUNGU, PREMIER
MINISTRE DU GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE A L'OCCASION DU
SERMENT CONSTITUTIONNEL DES 6 MINISTRES RESTANTS**

Excellence Monsieur le Président de la République Rwandaise,
Excellence Monsieur le Vice-Président de la République Rwandaise,
Excellence Monsieur le Vice-Premier Ministre,
Excellence Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général
de l'ONU,
Monsieur le Commandant en Chef de la MINUAR II,
Messieurs les Ambassadeurs,
Messieurs les Représentants des Organisations internationales au
Rwanda,
Messieurs les Représentants des Partis Politiques,

Honorables invités,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un réel plaisir de nous retrouver de nouveau
ensemble pour la prestation du serment constitutionnel des
ministres qui n'ont pas pu le faire en date du 19 Juillet 1994.

Vous vous souviendrez que ce gouvernement d'union nationale que
l'ai l'honneur de diriger a été mis en place le 19
juillet 1994, il y a donc un peu plus de 2 mois déjà.

Le Gouvernement a commencé dans les conditions que vous savez
tous.

En effet, les politiciens extrémistes des partis MRND-CDR et
leurs satellites, plutôt que d'accepter la mise en place des
institutions difficilement négociées à ARUSHA, ont plongé le pays
dans un désastre sans précédent dans l'histoire de ce pays.

Des milliers de populations innocentes ont perdu leur vie dans le
génocide dirigé contre les TUTSI et les HUTU de l'opposition
démocratique.

Cette guerre laisse derrière elle un pays économiquement délabré
et socialement traumatisé. Des millions de populations ont quitté
leurs biens et parmi elles, certaines ont franchi les frontières.

Les infrastructures socio-économiques de base ont été détruites:
les écoles, les ponts, les hôpitaux, le téléphone, l'eau et
l'électricité, les bâtiments administratifs. Les pillages
systématiques qui ont eu lieu spécialement dans la ville de
KIGALI ont dépouillé l'Etat, les particuliers tant nationaux
qu'étrangers de leurs biens.

Le pays n'a jamais compté autant d'orphelins, de veufs, de
mutilés et surtout de familles séparées.

La principale force motrice du pays à savoir la masse des agriculteurs et éleveurs ont abandonné leurs foyers et ont tout laissé. Quelques unes de ces populations sont retournées chez elles sur les collines mais elles sont démunies car n'ayant même pas l'outillage agricole qui leur permet de produire et de se nourrir.

Le secteur secondaire constitué des quelques industries est quasi paralysé et n'a pas encore redémarré.

Les exportations traditionnelles que sont le café et le thé qui procuraient au pays l'essentiel des devises sont arrêtées.

Tel est, Mesdames et Messieurs, la situation rapidement brossée que notre gouvernement a hérité et qu'il a la responsabilité de redresser dans les meilleurs délais.

Pour y arriver, Ce gouvernement s'est fixé les principales missions suivantes :

1. La restauration d'un climat de sécurité et de paix.
2. L'organisation de l'Administration centrale, des Préfectures, des communes, des secteurs et des cellules.
3. La restauration et la consolidation de l'unité nationale.
4. L'installation des réfugiés et la réinstallation dans leurs biens des personnes déplacées.
5. L'amélioration des conditions de vie de la population et la résolution des problèmes sociaux consécutifs à la guerre : cas des orphelins, veufs et infirmes.
6. La relance de l'Economie Nationale
7. La redéfinition de la politique extérieure du pays.
8. La consolidation de la démocratie au Rwanda.

Rwandaises,
 Rwandais,
 Amis du Rwanda,

L'exécution d'un aussi vaste programme prendra beaucoup de temps. Il faut à la fois beaucoup de ressources humaines et de fonds que le pays, ne peut malheureusement pas mobiliser tout de suite.

C'est pour cette raison que mon Gouvernement a rétenu quelques actions concrètes et immédiates pour créer des conditions préalables à l'exécution du vaste programme gouvernemental.

Parmi ces actions, les plus urgentes sont :

- le retour des populations déplacées et réfugiées,
- la garantie de la sécurité des personnes et des biens;
- la réhabilitation des infrastructures de base comme l'eau, le téléphone, l'électricité;
- la mise en route de l'Administration centrale;
- le démarrage de nos représentations à l'étranger,
- la définition d'une politique cohérente de réinsertion des réfugiés.

Nous comptons très prochainement mettre en place les autorités locales à tous les niveaux : préfectures, communes et secteurs car ce sera, nous sommes convaincus, un facteur décisif de maintien de la sécurité.

Même si nous sommes maintenant accaparés par les urgences, nous ne perdons pas de vue nos objectifs ultimes à savoir la réconciliation nationale, la garantie d'un Etat de droit et la démocratisation des institutions conformément à l'accord de paix d'Arusha. J'affirme une fois de plus que la propriété privée sera garantie. Pour régler définitivement le problème des maisons occupées illégalement par des réfugiés, il a été proposé de disponibiliser des parcelles à ceux des réfugiés qui ont des moyens et de l'assistance à ceux qui n'en ont pas. Les propriétaires doivent être rétablis dans leurs droits sans plus tarder.

La sécurité de tous et de chacun constitue aussi notre principale préoccupation.

Une mention spéciale doit donc être faite sur le problème de la sécurité des personnes et des biens. Le conseil des MINISTRES est toujours revenu à ces 2 questions.

Le gouvernement condamne avec énergie des cas de vengeance personnelle perpétrés par des civils ou militaires qui ont perdu les leurs dans les massacres.

Ces hors-la loi seront punis sévèrement. Et pour joindre l'acte à la parole, le Conseil des Ministres qui va se réunir tout de suite va étudier les modalités de mise en place d'un conseil de guerre et d'un tribunal militaire.

Le Gouvernement ne peut tolérer l'impunité plus longtemps. Pendant qu'il s'occupe d'assurer la sécurité des personnes et des biens, il appelle de ses vœux l'organisation des Nations Unies pour que le tribunal international soit vite mis en place pour juger les responsables des massacres.

Excellence Monsieur le Président de la République Rwandaise,
Excellence Monsieur le Vice-Président de la République Rwandaise,
Honorables invités,
Rwandaïses, Rwandaïs,

Parmi les 20 ministres qui composent le Gouvernement, 6 parmi eux n'ont pas prêté le serment constitutionnel prévu le 19 juillet 1994.

A présent, permettez-moi de vous présenter les ministres qui vont prêter serment maintenant :

Il s'agit de :

1. Le ministre de la Justice, Monsieur Alphonse-Marie NKUBITO, sans parti.
2. Le ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, Dr. Augustin IYAMUREMYE; du parti PSD.
3. Le ministre de l'Information, Monsieur Jean Baptiste NKURIYINGOMA; du parti MDR.
4. Le Ministre du Plan, Monsieur Jean Berchmans BIRARA; sans parti.
5. Le ministre de la Jeunesse et du Mouvement Associatif, Monsieur Patrick MAZIMHAKA ;du parti FPR.

Il reste donc la prestation de serment du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération qui aura lieu dans les tout prochains jours.

Rwandaïses,
Rwandaïs,
Amis du Rwanda,

Je m'en voudrais de terminer ce mot sans lancer, une fois de plus, un nouvel appel à nos compatriotes qui se trouvent à NGARA, BENAKO, BUKAVU, GOMA et ailleurs de regagner leurs biens sans plus tarder.

Nous devons tourner la page de la haine et oeuvrer tous ensemble à la réconciliation et à la reconstruction nationales.

La tâche qui nous attend est immense. Nos moyens sont maigres tant en ce qui concerne les ressources humaines que les disponibilités financières.

Je lance un appel pressant à la Communauté internationale pour qu'elle ne se lasse pas d'assister le peuple rwandais.

Que Dieu bénisse le peuple Rwandaïs et les amis du Rwanda.

Je vous remercie.

Fait à Kigali, le 27 Septembre 1994

Le Premier Ministre
Faustin TWAGIRAMUNGU

Distribution

Q

SRS G.

FC

ED

DFC

Chief Security

Tous les Professionnels du Cabinet

CAO

CBS (Peter Hornsby

Room 3028

CCPO M. Diallo

Room # 3044

Legal/Administration Room # 3045

LISTE DES MINISTRES DU GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE
DU 19 JUILLET 1994

27 sept.

- | | |
|---|--------------------|
| 0. Président de la République : M. Pasteur Bizimungu | FPR |
| 1. Vice-Président de la République Rwandaise et Ministre de la Défense : Général Major Paul Kagame | FPR |
| 2. Premier Ministre : M. Faustin Twagiramungu | MDR |
| 3. Vice-Premier Ministre et Ministre de la Fonction Publique: Colonel Alexis Kanyarengwe | FPR |
| 4. Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération : M. J.M.Vianney Ndagijimana | MDR |
| 5. Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal : M. Seth Sendashonga | FPR |
| 6. Ministre de la Justice : M. Alphonse-Marie Nkubito | * |
| 7. Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage : Dr Augustin Iyamuremye | PSD |
| 8. Ministre de l'Enseignement Primaire et Secondaire : M. Pierre Célestin Rwigema | MDR |
| 9. Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Culture : Dr Joseph Nsengimana | PL |
| 10. Ministre des Finances : M. Joseph Rugenera | PSD |
| 11. Ministre de l'Information : M. J.Baptiste Nkuliyingoma | MDR |
| 12. Ministre du Commerce et de l'Industrie: M. Prosper Higiro | PL |
| 13. Ministre du Plan : M. J. Berchmans Birara | * |
| 14. Ministre de la Santé : Dr Colonel Joseph Karemera | FPR |
| 15. Ministre des Transports et Communications : Mme Immaculée Kayumba | FPR |
| 16. Ministre du Travail et des Affaires Sociales : M. Pie Mugabo | PL |
| 17. Ministre de l'Environnement et du Tourisme : M. J. Népomuscène Nayinzira | PDC |
| 18. Ministre des Travaux Publics : M. Charles Ntakirutinka | PDC 230 |
| 19. Ministre de la Famille et du Développement de la Condition Féminine : Mlle Aloysie Inyumba | FPR |
| 20. Ministre de la Jeunesse et du Mouvement Associatif : M. Patrick Mazimpaka | FPR |
| 21. Ministre de la Réhabilitation et de la Réintégration Sociale : Dr Jacques Bihozagara | FPR |

* Non appartenance politique

LISTE DES MINISTRES DU GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE du 19 Juillet 1994.

- ✓ 0. *Président de la République: Pasteur BIZIMUNGU* FPR
- ✓ 1. ~~Vice~~ Vice-Président de la République Rwandaise et Ministre de la Défense : Général Major KAGAME Paul. FPR
- ✓ 2. ~~Vice~~ Vice-Premier Ministre et Ministre de la Fonction Publique : Colonel Alexis KANYAREMBWE. FPR
- ✓ 3. Ministre des Affaires Régionales et de la Coopération : M. NDAGIJIMANA J.M.V. MDR
- ✓ 4. Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal: M. SENDASIRONGA Seth. FPR
- ✓ 5. Ministre de la Justice : M. NKUBITO Alphonse-Marie. *
- ✓ 6. Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage : Dr. IYAMUREMYE Augustin. PSD
- ✓ 7. Ministre de l'Enseignement Primaire et Secondaire : M. RWIGYEMA Pierre Célestin. MDR
- ✓ 8. Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et de la Culture : Dr. NSENGIMANA Joseph. PL
- ✓ 9. Ministre des Finances : M. RUGUTIRWA Marc. PSD
- ✓ 10. Ministre de l'Information : ~~M. RIGIRO Jean Marie Vianney~~ *Nkuliyigoma J.B. Jean Baptiste*
- ✓ 11. Ministre du Commerce et de l'Industrie : M. RIGIRO Prosper. PL
- ✓ 12. Ministre du Plan : *Rivara J.B. Jean Baptiste* *
- ✓ 13. Ministre de la Santé : Dr. Colonel KAREMURA FPR
- ✓ 14. Ministre des Transports et Communications : Mme KAYUMBA Immaculée. FPR
- ✓ 15. Ministre du Travail et Affaires Sociales : M. MUGABO Pie. PL
- ✓ 16. Ministre de l'Environnement et du Tourisme : M. MAYINZIRA Jean Népomuscène. PDC
- ✓ 17. Ministre des Travaux Publics : M. NTAKIRUTINKA Charles. PSD
- ✓ 18. Ministre de la Famille et du Développement de la Condition Féminine : FPR
Mlle INTUMBA Aloysia.
- ✓ 19. Ministre de la Jeunesse et du Mouvement Associatif : M. MAZIMPAKA Patrick. FPR
- ✓ 20. Ministre de la Réhabilitation et la Réintégration Sociale :
Dr. BINOZAGARA Jacques. FPR

8.35

8.52X

RUNDA 900

Gitaran 94.40

BUTARE 1100. 2,25

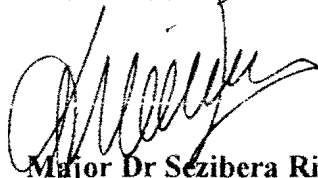
classe.
Gouveneur

Republic of Rwanda
Presidency of the Republic

01/09/1994

His Excellency the President of the Republic of Rwanda requests the pleasure of the company of the UN Special Representative
to the UN Secretary General at a meet the people rally in BUTARE Prefecture at BUTARE Stadium on Saturday the 3rd of September 1994.

Your presence will be highly appreciated.



Major Dr Sezibera Richard
Office of the President of the Republic.

VISITS

VISIT ORPHANAGES
VISIT HOSPITAL
VISIT UNIVERSITY

242
3
25

ARRIVAL TIMES

**09.30HRS : ARRIVAL OF DISTINGUISHED GUESTS AND
V.I.P's**

09.35 HRS : ARRIVAL OF MINISTERS

09.40 HRS : ARRIVAL OF THE PRIME MINISTER

**09.50 HRS : ARRIVAL OF THE VICE PRESIDENT / MINISTER
OF DEFENCE**

10.00HRS : ARRIVAL OF HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT

PROGRAMME

10.00 - 10.40 HRS : MEETING OPINION LEADERS

10.40 - 10.50 HRS : ARRIVAL AT STADIUM

10.50 - 10.55 HRS : NATIONAL ANTHEM

10.55 - 11.10 HRS : WORD OF PREFECT

**11.10 - 11.30 HRS : WORD MINISTER OF INTERNAL AFFAIRS
AND COMMUNAL DEVELOPMENT**

11.30 - 12.00 HRS : WORD OF PRIME MINISTER 1138

12.00 - 12.30 HRS : V/P AND MINISTER OF DEFENCE 12.00 - 12415

12.30 - 13.30 HRS : H/E SPEECH 12418

13.30 - 13.50 HRS : VISIT ORPHANAGE

13.50 - 14.10 HRS : VISIT HOSPITAL

14.10 - 14.30 HRS : VISIT UNIVERSITY

16.00 HRS : DEPARTURE.

THE BROAD-BASED GOVERNMENT OF NATIONAL UNITY
(as of 7 August 1994)

1. President:	Pasteur Bizimungu	FPR
2. Vice President & Min. of Defense	Paul Kagame	FPR
3. Prime Minister:	Faustin Twagiramungu	MDR
4. Vice Prime Minister & Min. of Public Service:	Col. Alexis Kanyarengwe	FPR
5. Min. of Foreign Affairs:	Jean Marie Vianney NDAGIJIMANA	MDR
6. Min. of Interior:	Seth SENDASHONGA	FPR
7. Min. of Justice:	Alphonse NKUBITO	*
8. Min. of Primary Education	Pierre Claver RWIGEMA	MDR
9. Min. of Superior Education & University:	Dr. Joseph NSENGIMANA	PL
10. Min. of Finance	Marc RUGENERA	PSD
11. Min. of Industry	Prosper HIGIRO	PL
12. Min. of Health	Col. Dr. Joseph KALEMERA	FPR
13. Min. of Transport & Telecommunication	Mrs. Imaculee KAYUMBA	FPR
14. Min. of Social Affairs	P. MUGABO	PL
15. Min. of Environment & Tourism	Jean NEPOMUCENE	PDC
16. Min. of Public Works	Charles NTAKIRUTINKA	PSD
17. Min. of Women Affairs:	Ms. Aloyisia INYUMBA	FPR
18. Min. of Youth & Sports:	Patrick MAZIMHAKA	FPR
19. Min. of Rehabilitation	Dr. Jacques BIHOZAGARA	FPR
20. Min. of Information:	Dr. JMV HIGIRO	MDR
21. Min. of Agriculture:	Dr. Augustin IYAMUREMYE	PSD
22. Min. of Planning:	to be named	

*no affiliation

FPR: Front Patriotique Rwandais/Rwandan Patriotic Front

MDR: Mouvement democratique Republicain/Democratic Rep. Movement

PSD: Parti social democrate/Social Democrat Party

PDC: Parti democrate chretien/Christian Democrat Party

PL: Parti liberal/Liberal Party

DISCOURS-PROGRAMME DU PREMIER MINISTRE DU GOUVERNEMENT D'UNION
NATIONALE, SON EXCELLENCE MONSIEUR TWAGIRAMUKU Faustin.
=====

Kigali, le 19 Juillet 1994.

Excellence, Monsieur le Président de la République Rwandaise,
Excellence, Monsieur le Vice-Président de la République Rwandaise,
Excellence, Monsieur le Premier Ministre de l'Uganda,
Excellence, Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU,
Excellence, Monsieur le Président du FPR-Inkotanyi,
Excellence, Monsieur le Représentant du Facilitateur,
Messieurs les Représentants des Organisations Internationales au Rwanda,
Messieurs les Représentants des Partis Politiques Rwandais,
Vénérables Inshuti,
Rwandais, Rwandaises.

Le Rwanda est aujourd'hui plongé dans une tragédie sans précédent, le sang et la douleur couvrent notre peuple comme un linceuil.
Beaucoup d'entre nous pleurent les leurs : qui un enfant, qui un mari, qui une femme, des parents, des frères, les soeurs, des amis sont au nombre des victimes incalculables. Nos yeux sont devenus des sources intarissables de torrents de larmes.

Le Rwanda n'a jamais connu depuis les temps les plus reculés un tel désastre; une telle intensité de massacres et de haine entre la trinité rwandaise : les frères Twa, Hutu et Tutsi.

La peine est immense et la douleur profonde dans les coeurs de tout un chacun, mais il est aujourd'hui temps, Rwandaises, Rwandais, de surpasser ce qui nous a séparé hier. Il est temps de sublimer nos peines.

Il est temps, dis-je, de projeter au-delà de notre douleur incomensurable un regard confiant en la bonté du Dieu Tout Puissant et miséricordieux : Imana du Rwanda, qui même en vacances ou ailleurs a toujours couvert notre pays de sa généreuse et vigilante protection; afin qu'il nous protège des démons démoniaques qui ont endeuillés notre peuple.

C'est

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Je constate avec satisfaction que la pacification du pays est d'ores et déjà acquise suite à la conjugaison des efforts des forces positives que sont le FPR-Inkotanyi et les Forces Démocratiques du Changement comprenant les partis politiques INDR, FSD, FDC et PL.

C'est pourquoi en ce jour inoubliable du 19/7/94 il me revient l'insigne honneur de vous présenter le programme du Gouvernement de transition à base élargie inspiré de l'Accord de Paix d'Arusha signé le 4/8/93 entre le Gouvernement Rwandais et le FPR-Inkotanyi.

Conformément à l'article 3 du protocole sur le partage du pouvoir signé à Arusha le 30/6/92, les institutions de la transition sont les suivantes :

- le Président de la République,
- le Gouvernement de transition à base élargie,
- l'Assemblée Nationale de Transition,
- la Cour Suprême et autres Institutions Judiciaires.

Il sied de souligner que le Gouvernement d'union nationale qui va être mis en place est appelé à collaborer activement avec les autres institutions dans l'intérêt supérieur de la nation.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Le peuple rwandais et les amis du Rwanda ont salué dans l'allégresse l'aboutissement des négociations de paix qui ont débouché sur la signature de l'Accord d'Arusha.

Vous vous rappellerez cependant que cet Accord de Paix n'a pas pu être mis en application suite aux blocages des ennemis de la paix qui, dans la nuit du 6 au 7 ont lancé le plan de génocide et des massacres des populations civiles obligeant ainsi le FPR à la reprise des hostilités.

Des milliers de rwandais ont trouvé la mort souvent dans les conditions ignominieuses; des millions de citoyens ont quitté leurs biens et errent sur les chemins de l'exil, abandonnés à la faim et au désespoir.

Ainsi, les droits de l'homme ont été foulés aux pieds; la guerre fratricide n'a épargné personne, elle a balayé presque la totalité des infrastructures sociales et économiques : les routes, les hôpitaux, les écoles, les centres de santé et que sais-je encore.

Et les lieux de culte ont été profanés par ceux-là même qui en sainte-ritouche s'y rendaient inmanquablement chaque semaine étaler leur apparence d'hommes de bien.

Dans cette triste vision, nul n'est besoin de dire que le désastre économique est consommé. Nonobstant le cauchemar horrible, les perspectives de paix ne semblent rassurantes. La clique des assassins est pratiquement hors d'état de nuire et nous voilà au seuil de l'application de l'Accord de paix par l'engagement historique des forces vives de la nation à vivre désormais en équilibre.

En ce jour solennel, il nous tient particulièrement à coeur d'exprimer au nom du gouvernement et du peuple rwandais notre profonde gratitude, aux pays amis et aux organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales qui ont oeuvré sans relâche non seulement pour soulager la misère des victimes de la guerre mais encore pour la réconciliation nationale, l'instauration d'un Etat de droit et de paix entre tous les citoyens rwandais.

Dans ce cadre, je ferai une mention toute particulière à l'endroit des efforts inlassables et méritoires de Son Excellence AJJ HASSAN MWITI, Président de la République Unie de Tanzanie et du peuple frère Tanzanien; ils n'ont épargné aucun ~~effort~~ sacrifice pour que les négociations laborieuses d'Arusha connaissent enfin un dénouement heureux.

Nous adressons également notre profonde gratitude à l'Organisation des Nations Unies et à l'Organisation de l'Unité Africaine dont les démarches incessantes pour ramener la paix au Rwanda s'inscrivent en lettres d'or dans l'histoire de notre pays. De façon particulière, nous aimerions saluer la précieuse contribution du Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour le Rwanda : Monsieur NYAN, et du Général DALLAIRE, Commandant de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR) .

Le peuple rwandais continue d'espérer fermement et aujourd'hui plus qu'hier, un concours substantiel et constant autant des organisations internationales que des pays amis à l'enseigne du proverbe unien : *umuntu umuntu niye* (un homme, un homme est) les malheurs de son prochain.

Excellence, Monsieur le Président de la République,
Excellence, Monsieur le Vice-Président de la République,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

A présent, permettez-moi de vous livrer l'essentiel du programme gouvernemental qui porte sur les huit points principaux suivants:

- I. La Restauration d'un climat de sécurité et de paix,
- II. L'Organisation de l'Administration Centrale, des Préfectures, des Communes, des Secteurs et des Cellules.
- III. La Restauration et la Consolidation de l'Unité Nationale,
- IV. L'installation des réfugiés et la réinstallation dans leurs biens des personnes déplacées,
- V. L'amélioration des conditions de vie de la population et la résolution des problèmes sociaux consécutifs à la guerre : cas des orphelins, veufs et infirmes.
- VI. La relance de l'Economie Nationale.
- VII. La redefinition de la politique extérieure du pays.
- VIII. La consolidation de la démocratie au Rwanda.

I. Restauration d'un climat de sécurité et de paix.

La paix comme disait un sage, n'est pas un vain mot mais un comportement. Dans cette mission vitale de restauration de la paix, fondement de toute société, le Gouvernement aura comme missions particulières :

1. Mettre fin à la guerre et créer une armée nationale.
2. Mettre un terme aux problèmes et situations conflictuelles créés par les milices Interhamwe et Impuzamugambi et autres factions qui ont endeuillé le pays.
3. Restructuration des organes chargés de la sécurité.
4. Consolider la Sécurité pour tous et dans tout le pays.
5. Mener des enquêtes approfondies et traduire en justice tous les présumés coupables de génocides, de massacres, de vandalisme et de pillage.
6. Réorganiser les cours et tribunaux de façon à garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire et les droits de chaque citoyen.
7. La réorganisation de l'appareil judiciaire.

II. Concernant l'Organisation Administrative

2. La nomination des responsables et agents des préfectures, des communes, des secteurs et des cellules
3. La mise en place des services techniques dans les préfectures et communes (agriculture et élevage, éducation, santé etc...)
4. La mise sur pied d'un service d'Inspection de l'Etat.

III. Dans le cadre de la réconciliation et la consolidation de l'unité nationale, l'essentiel sera de :

1. Informer le peuple rwandais des causes de la division et des déchirements de ces derniers temps,
2. Combattre toute source potentielle de conflit, notamment les comportements divisionnistes ou sectaires.
3. Interdire tout accès au poste de responsabilité à quelque niveau que ce soit, à quiconque aura été reconnu coupable de génocide, ~~de~~ massacre et d'actes de pillage et de destruction de biens.
4. Mettre en place une commission nationale d'unité et de réconciliation nationale.
5. Faire en sorte que nul ne tire profit des actes criminels qu'il a perpétrés.

IV. Le quatrième point du programme gouvernemental a trait à l'installation des réfugiés et au retour des personnes déplacées dans leurs biens.

Dans ce secteur, le gouvernement sera totalement engagé à :

1. Suivre de près, faciliter le retour et l'installation des réfugiés.
2. Solliciter une aide financière, technique et sociale auprès des organisations internationales et les pays amis à cette fin.
3. Requérir le concours et la bienveillante compréhension des pays d'asile au besoin par conclusion d'accords afin que la sécurité personnelle des réfugiés ainsi que celle de leurs biens soit garantie.
4. Amender la loi sur la nationalité afin de permettre et faciliter à nos concitoyens qui le désirent, l'acquisition d'une autre nationalité.
5. Veiller à la réinstallation des personnes déplacées dans leurs biens en leur garantissant la sécurité et en leur procurant l'aide nécessaire.
6. Pour ceux qui ne pourraient regagner leurs lopins de terre, procéder à leur installation sur de nouveaux sites.

V. Quant à l'amélioration des conditions de vie de la population et aux problèmes sociaux des orphelins, des veufs et infirmes de guerre, les principales réalisations du gouvernement d'union nationale sont les huit points suivants :

1. La réhabilitation

3. Installer les invalides de la guerre dans les centres appropriés et leur fournir toute assistance nécessaire à leur formation professionnelle et l'accès à l'emploi.
4. Procéder à une indemnisation en faveur de ceux qui ont perdu les leurs ou dont les biens ont été dévastés. Les ressources proviendront d'un compte spécial alimenté par la vente des biens de ceux ayant commis des crimes de génocide ou de massacres.
5. Assister les veufs de guerre et de troubles sociaux.
6. Mettre sur pied des programmes de développement communal basés sur la révision de ceux déjà existants en mettant en exergue les programmes de santé, d'approvisionnement en eau potable, de l'habitat, des communications etc...
7. Rediriger l'action de développement des programmes de la condition féminine et de la famille en supprimant toutes les barrières discriminatoires à l'épanouissement de la femme (dans le cadre des écoles, de la culture et des lois etc...)

VI. Relance de l'Economie Nationale.

L'Economie de notre pays a été lourdement affectée par la guerre. Diverses initiatives sont à entreprendre dès maintenant. Ainsi il faudra de toute urgence :

1. Soutenir les commerçants et artisans pour qu'ils s'attellent laborieusement à leurs activités et à la poursuite de l'amélioration de la production.
2. Assister les commerçants et les industriels aujourd'hui en déroute.
3. Aménager en leur assouplissant, les lois et réglementations relatives aux investissements, impôts et douanes.
4. Promouvoir les professions libérales (cabinets d'avocats, cliniques et écoles privées, éditeurs, médecine et pharmacopée traditionnelle etc...)
5. Revaloriser l'exploitation du sous-sol et favoriser la fabrication sur place des produits et sous-produits du moins semi-finis créant ainsi des sources nouvelles d'emplois et de revenus sur la valeur ajoutée. (Pierres précieuses, autres minerais, marbres, argile, chaux, sable, puzzelane etc...)
6. Soutenir l'artisanat pour une production variée.
7. Entreprendre les réparations des biens publics endommagés par la guerre (immeubles, routes, ponts, citernes et conduits d'eau, centrales, poteaux et câbles électriques, téléphones etc...)
8. Assister les sociétés de commerce, d'assurance ainsi que les entreprises (agricoles, d'élevage, de pharmacopée et de minéralurgie etc...)
9. Protéger les entreprises et les personnes.

VII. Redéfinition de la politique étrangère.

Cinq points essentiels s'articulent autour de cette redéfinition, à savoir :

1. La signature et l'application des accords bilatéraux et internationaux non encore signés de façon à raviver les rapports entre le Rwanda et ses partenaires.
2. Promouvoir une politique d'échange commercial et de coopération multiforme entre le Rwanda et les pays de la région.
3. Renforcer les relations de coopération entre le Rwanda et ses partenaires habituels ainsi qu'avec les organisations internationales y compris les ONG.
4. Elargir les horizons de nos relations de coopération. L'Afrique du Sud et les pays scandinaves retiendront une attention particulière du gouvernement; et d'ores et déjà, Londres accueillera une mission diplomatique rwandaise élevée au niveau ministériel.
5. La négociation des accords ci-dessus mentionnés a l'initiative de l'intérêt du pays.

III. Consolidation démocratique et coopération.

En vue de consolider le processus démocratique, l'accord de paix d'Arusha prévoit déjà la mise en place de mécanismes devant garantir la mise en application des dispositions du protocole d'accord sur l'Etat de droit.

Dans ce cadre, le gouvernement devra instituer d'urgence une commission juridique et constitutionnelle chargée de déterminer et de définir toutes les mesures et réglementations utiles pour que nul ne puisse se soustraire aux obligations de la loi et que les juridictions retrouvent leur crédibilité et leur indépendance.

Le gouvernement mettra tout en oeuvre pour garantir la liberté d'expression et le respect des droits fondamentaux de la personne humaine, piliers incontestables d'une véritable démocratie.

Il veillera particulièrement à l'épanouissement du pluralisme politique et social. Le gouvernement et toutes les administrations de l'Etat seront au service de tout rwandais quelle que soit son appartenance politique.

Dans cet ordre d'idées, les partis politiques participant au Gouvernement devront toujours avoir à l'idée que les autres formations politiques ont elles aussi un rôle à jouer dans la conduite des affaires publiques.

Excellence, Monsieur le Président de la République Rwandaise,
Excellence, Monsieur le Vice-Président de la République Rwandaise,
Excellence, Monsieur le Premier Ministre de l'Uganda,
Excellence, Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU,
Excellence, Monsieur le Président du FPR-Inkotanyi,
Excellence, Monsieur le Représentant du Facilitateur,
Messieurs les Représentants des Organisations Internationales au Rwanda,
Messieurs les Représentants des Partis Politiques Rwandais,
Honorables Invités,
Rwandaises, Rwandais,

La mise en application de ce vaste programme du gouvernement de transition à base élargi nécessitera le concours de toutes les couches de la population et de chacun un don de soi sans réserve, ainsi qu'un engagement de toutes les forces politiques, sociales et morales du pays afin d'assurer la naissance, le développement et la maturité du Nouveau Rwanda où il sera encore bien de vivre.

En tout état de cause, le soutien unanime et indéfectible des pays amis et des organisations internationales restera d'autant plus incontournable que la pénurie dans tous les domaines est alarmante.

J'exprime par avance mes sincères et vifs remerciements à tous ceux qui ne manqueront pas à répondre à notre appel angoissé.

Excellence, Monsieur le Président de la République Rwandaise,
Excellence, Monsieur le Vice-Président de la République Rwandaise,
Honorables Invités,
Rwandaises, Rwandais.

Permettez-moi enfin de vous présenter sans plus attendre les membres de l'équipe gouvernementale appelés à m'assister dans l'exécution du programme dont je viens de vous donner l'éventail.

Le gouvernement est composé du Premier Ministre qui s'adresse à vous présentement, un vice-Premier Ministre et de vingt ministres issus du FPR, des partis politiques MDR, PSD, PDC et PL ainsi que quelques autres personnalités choisies en dehors des formations précitées en fonction de leurs hautes compétences et de l'attitude positive qu'elles ont manifestées au cours des derniers événements.

1. Ministre de la Défense et Vice-Président de la République
Général Major KAGAME Paul.

4. Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal :
Mr. SINDASHIMANA Seth.
5. Ministre de la Justice :
Mr. NYUMBO Alphonse-Marie.
6. Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage :
.....
7. Ministre de l'Enseignement Primaire et Secondaire :
Mr. RWIGYEMA Pierre Célestin.
8. Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et de la culture :
Dr. NUYINGIRA Joseph.
9. Ministre des Finances :
Mr. NUYINGIRA Marc.
10. Ministre de l'Information :
Mr. NUYINGIRA J.P.V.
11. Ministre du Commerce et de l'Industrie :
Mr. NUYINGIRA Prosper.
12. Ministre du Plan :
.....
13. Ministre de la Santé :
Dr. Colonel NUYINGIRA
14. Ministre des Transports et Communications :
Mme KANYIMBA Lemaculée.
15. Ministre du Travail et Affaires Sociales :
Mr. NUYINGIRA Pao.
16. Ministre de l'Environnement et du Tourisme :
Mr. NUYINGIRA Jean Népomuscène.
17. Ministre des Travaux Publics et de l'Energie :
Mr. NUYINGIRA Charles.
18. Ministre de la Famille et du Développement de la Condition Féminine :
Mlle NUYINGIRA Alexiziya
19. Ministre de la Jeunesse, Sports et Loisirs :
M. NUYINGIRA